

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/WPGR/W/25/Add.4

12 février 2004

(04-0564)

---

Groupe de travail des règles de l'AGCS

## SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX SECTEURS DE SERVICES

### RENSEIGNEMENTS DONNÉS DANS LE CADRE DES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES EFFECTUÉS PAR L'OMC

Note d'information du Secrétariat<sup>1</sup>

#### Addendum

## I. INTRODUCTION

1. À sa réunion du 1<sup>er</sup> octobre 2003, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a demandé au Secrétariat de mettre à jour les renseignements sur les subventions accordées aux secteurs des services donnés dans le cadre des examens des politiques commerciales. La présente note, qui complète les renseignements figurant dans les documents S/WPGR/W/25, - Add.1, Add.2 et Add. 3, porte sur 26 examens des politiques commerciales menés à bien entre août 2002 et le 11 février 2004 (WT/TPR/S/103 à 128). Les renseignements pertinents ont été ajoutés, en italique, dans le tableau récapitulatif qui figurait déjà dans les documents précédents (tableau 1).

2. La compilation des renseignements tirés des rapports d'examen des politiques commerciales présente nécessairement certaines imperfections, comme cela a été expliqué en détail dans l'introduction des versions précédentes de la présente note.<sup>2</sup> Ces considérations restent valables. Il suffit de rappeler, par exemple, que le choix des pays soumis à un examen, ou le contenu des rapports, est dicté non pas par des considérations relatives aux subventions, mais par les principaux défis et contraintes auxquels est confronté le Membre considéré. Il s'ensuit que la quantité des renseignements sur les subventions donnée dans les rapports varie d'un Membre à l'autre. En outre, les rapports d'examen des politiques commerciales ne visent généralement pas à évaluer les effets de distorsion des échanges que peuvent avoir les subventions. La plupart des rapports contiennent certes des renseignements sur les subventions, mais faute de détails, il est parfois difficile de déterminer dans quelle mesure un avantage est effectivement conféré ou quel est le bénéficiaire de la subvention.

3. Il faut aussi garder à l'esprit que si la présente note est une compilation des renseignements potentiellement pertinents basée sur la définition d'une "subvention" et des notions connexes ("avantage", "contribution financière", par exemple) figurant dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, tous les renseignements contenus dans les rapports d'examen des politiques commerciales ne sont peut être pas compatibles avec cette définition. Comme dans les versions précédentes, les renseignements tirés des rapports portent principalement sur les subventions

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Voir l'introduction des documents: S/WPGR/W/25, S/WPGR/W/25/Add.1, S/WPGR/W/25/Add.2 et S/WPGR/W/25/Add.3.

spécifiques, à la lumière de l'article 2 de l'Accord SMC. De plus, certaines des subventions mentionnées dans les rapports peuvent être des contributions financières pour des services qui n'entrent pas dans le cadre de l'AGCS, tels que les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental (article I:3 b)), ou les services exclus en vertu de l'Annexe sur les services de transport aérien.

## II. TENDANCES DES POLITIQUES

4. Les renseignements contenus dans les rapports d'examen des politiques commerciales publiés depuis septembre 2002 confirment dans une large mesure les tendances relevées dans les documents précédents. Des subventions sont accordées dans l'ensemble des secteurs de services, mais principalement dans les secteurs du tourisme, des transports et des services bancaires. De nombreux Membres subventionnent aussi les services de télécommunication, souvent ces subventions étant liées à l'exécution des obligations de service universel. S'agissant du type de mesures utilisées, les Membres continuent d'avoir plus largement recours à des incitations fiscales qu'à des subventions directes. Un nombre important de Membres autorisent l'importation de facteurs en franchise de droits et les zones franches, ces incitations étant parfois liées aux exportations.

**Tableau 1: Formes d'assistance financière accordée aux secteurs des services - renseignements donnés dans les rapports d'examen des politiques commerciales**

➤MESURES➤ ▼SECTEUR▼	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC <sup>2</sup>
<b>Tourisme</b>	Botswana Canada Israël Suisse Liechtenstein Costa Rica Rép. tchèque Rép. slovaque <i>Australie</i> <i>Lesotho</i> <i>Maroc</i> <i>Turquie</i>	Canada Nigéria <sup>1</sup> Islande Inde Jamaïque Afrique du Sud Trinité-et-Tobago Turquie Grenade Maurice Rép. slovaque Barbade Ouganda <i>Botswana</i> <i>Maroc</i>	Afrique du Sud <i>Burundi</i>	Nigéria <sup>1</sup> Argentine Égypte Inde Israël Jamaïque Nicaragua Philippines Îles Salomon Tanzanie Trinité-et-Tobago Uruguay Madagascar Ghana Macao, Chine Costa Rica Dominique Grenade Saint-Kitts-et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les Grenadines Gabon Cameroun Maurice Rép. slovaque Malawi Haïti Barbade <i>Australie</i> <i>Rép. dominicaine</i> <i>Zambie</i> <i>Venezuela</i> <i>Lesotho</i> <i>Maroc</i>	Argentine Égypte Inde Jamaïque Kenya Nicaragua Pérou Îles Salomon Tanzanie Trinité-et-Tobago Turquie Uruguay Mozambique Ghana Macao, Chine Dominique Grenade Saint-Kitts-et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les Grenadines Malawi Haïti Barbade <i>Burundi</i> <i>Maroc</i> <i>Niger</i> <i>Sénégal</i> <i>Honduras</i> <i>Bulgarie</i> <i>Guyana</i>	Guinée <sup>1</sup> Lesotho Singapour Brunéi Darrussalam Maurice Guatemala Slovénie Barbade <i>Nouvelle-Zélande</i> <i>Indonésie</i> <i>Gambie</i>	63

►MESURES► ▼SECTEUR▼	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC <sup>2</sup>
				<i>Niger Sénégal Honduras Guyana Thaïlande Turquie Sri Lanka</i>			
<b>Transports en général ou non spécifiés</b>	Canada Suisse Liechtenstein Rép. tchèque <i>Australie Namibie Afrique du Sud Nouvelle-Zélande</i>	Pologne Grenade		Philippines Pologne Corée, R.P. Madagascar Rép. slovaque Malawi <i>Australie Maroc Sri Lanka</i>	Mozambique Malawi <i>Venezuela Maroc Gambie</i>	Brunéi Darrussalam Rép. tchèque Rép. slovaque <i>Indonésie Bulgarie Gambie Sri Lanka</i>	24
<b>Transport maritime</b>	Australie Îles Salomon <sup>1</sup> Rép. tchèque Pakistan Inde <i>Turquie</i>	Thaïlande États-Unis		Égypte Inde Jamaïque Pérou Singapour Turquie États-Unis Brésil <i>Japon Maurice Mexique Barbade Australie Venezuela Hong Kong, Chine Indonésie Honduras Turquie États-Unis Sri Lanka</i>	Égypte Jamaïque Papouasie-Nouvelle-Guinée Pérou Turquie Pakistan Barbade <i>Indonésie Honduras</i>	CE Corée, R.P. États-Unis Maurice Inde <i>Australie</i>	25
<b>Transport aérien</b>	<i>Canada Etats-Unis</i>	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Hongrie <sup>1</sup>	Égypte Macao, Chine Mexique <i>Venezuela Hong Kong, Chine Niger Honduras</i>	Hongrie Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Niger Honduras</i>	CE (F, I, P, G) Inde CE <i>Nouvelle-Zélande États-Unis</i>	14
<b>Transport ferroviaire</b>	Inde Kenya Suisse Rép. tchèque <i>Afrique du Sud Turquie</i>			<i>Australie Hong Kong, Chine Sénégal</i>		Rép. slovaque <sup>1</sup> Malawi Inde CE <i>Indonésie Sénégal</i>	13
<b>Services bancaires</b>	Pologne Brésil <i>Australie Afrique du Sud</i>	Indonésie Thaïlande Pologne CE (D) Costa Rica Rép. slovaque	Hong Kong, Chine Thaïlande Norvège Rép. slovaque Mexique Inde <sup>1</sup> <i>Indonésie Thaïlande Turquie</i>	Singapour Tanzanie États-Unis Pologne Corée, R.P. Suisse Ghana Macao, Chine Maurice Malaisie Inde Barbade <i>Australie</i>	Trinité-et-Tobago <sup>1</sup> Jamaïque Singapour Tanzanie Thaïlande Mozambique Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les-Genadines. <i>Maroc Gambie</i>	Corée, R.P. Brunéi Darrussalam Rép. tchèque Rép. slovaque Inde Barbade	29

►MESURES► ▼SECTEUR▼	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC <sup>2</sup>
Autres services financiers	<i>Australie</i>	Indonésie Thaïlande <i>États-unis</i>	Hong Kong, Chine Thaïlande	Singapour États-Unis Corée, R.P. Brésil Dominique Saint-Kitts-et-Nevis Barbade <i>Australie</i> <i>États-Unis</i>	Singapour Thaïlande Trinité-et-Tobago <sup>1</sup> Mozambique Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les Grenadines Barbade <i>Maroc</i> <i>Gambie</i>		17
Services de logiciels, technologie de l'information, communication et traitement de l'information	Canada <i>Australie</i> <i>Turquie</i>	Jamaïque		Canada Égypte Inde Corée, R.P. Grenade Rép. slovaque Pakistan <i>Australie</i> <i>Sri Lanka</i>	Jamaïque Trinité-et-Tobago <sup>1</sup> Uruguay Madagascar Grenade Pakistan Inde <i>Gambie</i>	Corée, R.P. Pakistan	15
Services de construction	États-Unis <i>Australie</i> <i>Chili</i>	Argentine Pologne		Argentine Bolivie Trinité-et-Tobago Turquie Corée, R.P. Pologne Inde <i>Australie</i> <i>Venezuela</i> <i>Niger</i> <i>Sri Lanka</i>	Mozambique Brunéi Darrussalam Inde <i>Niger</i>		15
Services récréatifs, culturels et sportifs	Canada Corée, R.P. Norvège <i>Australie</i>	Jamaïque		Bolivie Costa Rica <i>Australie</i> <i>Niger</i> <i>Sénégal</i> <i>Honduras</i> <i>Sri Lanka</i>	Bolivie Israël <i>Niger</i> <i>Sénégal</i> <i>Honduras</i>		12
Télé-communications	Pérou Singapour <i>Australie</i> <i>Venezuela</i> <i>El Salvador</i> Canada <i>Botswana</i> <i>Namibie</i> <i>Chili</i> <i>États-Unis</i>	Inde		Inde Saint-Kitts-et-Nevis <sup>1</sup> <i>Venezuela</i>	Trinité-et-Tobago <sup>1</sup> Mozambique Sainte-Lucie Inde <i>Gambie</i>	Maurice Inde <i>Niger</i> <i>Gambie</i>	18
Services audiovisuels	Argentine Canada CE <i>Australie</i> <i>Nouvelle-Zélande</i> <i>Gambie</i>			Canada Jamaïque Tanzanie Corée, R.P. Mexique	Jamaïque Tanzanie <i>Burundi</i>		11
Commerce de gros et de détail, distribution	<i>Australie</i>	Turquie		Trinité-et-Tobago Corée, R.P. <i>Australie</i> <i>Venezuela</i> <i>Honduras</i> <i>Sri Lanka</i>	Tanzanie <i>El Salvador</i> <i>Honduras</i> <i>Bulgarie</i> <i>Gambie</i> <i>Sri Lanka</i>		11

►MESURES► ▼SECTEUR▼	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC <sup>2</sup>
Services immobiliers	<i>Australie</i>	Inde		Canada Japon <i>Australie</i>	Trinité-et-Tobago		5
Énergie	<i>Australie</i> <i>Turquie</i>			Madagascar Costa Rica Rép. slovaque Guatemala Haïti <i>Australie</i> <i>Sri Lanka</i>	<i>Gambie</i>	Brunéi Darrussalam Guatemala Inde <i>El Salvador</i> <i>Bulgarie</i> <i>États-Unis</i> <i>Gambie</i>	7
Autres secteurs non spécifiés	<i>Australie</i> <i>Nouvelle-Zélande</i> <i>Maroc</i> <i>Turquie</i>	Australie Bangladesh Turquie Rép. tchèque Ouganda	Canada	Singapour Corée, R.P. Costa Rica Dominique Saint-Kitts-et-Nevis <i>Australie</i> <i>Venezuela</i> <i>Maroc</i> <i>Sénégal</i> <i>Honduras</i> <i>Thaïlande</i>	Hongrie Singapour Dominique Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les Grenadines. <i>Mauritanie</i> <i>République dominicaine</i> <i>Burundi</i> <i>Sénégal</i> <i>Honduras</i> <i>Thaïlande</i> <i>Gambie</i>	Brunéi Darussalam Rép. tchèque Maurice Rép. slovaque <i>El Salvador</i> <i>Gambie</i>	28
Nombre de cas	74	44	15	165	112	60	

<sup>1</sup> Un programme de subventions est envisagé.

<sup>2</sup> Les CE comptent pour un.

Source: Secrétariat de l'OMC.

## ANNEXE

Contenu des examens des politiques commerciales**Mauritanie – WT/TPR/S/103**Page 51, paragraphe 86

Le nouveau Code des investissements de 2002 introduit le régime de points francs, destinés aux entreprises dont la totalité de la production est exportée.<sup>3</sup> Les entreprises admises à ce régime sont placées sous contrôle de l'Administration des douanes et bénéficient des avantages tels que l'exonération des droits et taxes à l'exportation, l'exonération des droits et taxes à l'importation sur les moyens et intrants de production, des modalités simplifiées pour les formalités et les contrôles douaniers, et la liberté de recruter jusqu'à quatre agents expatriés sans autorisation ou permis de travail. Ces entreprises paient un impôt assis sur les bénéfices fixé à 25 pour cent et l'impôt minimum forfaitaire (IMF) de 2 pour cent sur le chiffre d'affaires, ce qui constitue un acompte de l'impôt sur les bénéfices.

**Australie – WT/TPR/S/104**Page xiii, paragraphe 25

Au cours de la période considérée, l'aide publique au secteur de services, par le biais d'une aide financière directe, de dépenses fiscales et d'un financement accordé aux institutions du secteur public, a augmenté; les principaux bénéficiaires ont été les **services financiers et d'assurance, les services culturels et récréatifs, les services de transport et de stockage, les services immobiliers et les services fournis aux entreprises, ainsi que les services de communication**. Plusieurs restrictions en matière d'accès ont été maintenues. Les réformes des services financiers (par exemple, règles prudentielles, réformes institutionnelles) ont été réalisées dans plusieurs domaines, conformément aux recommandations formulées en 1997. La libéralisation des télécommunications a donné lieu à la privatisation d'autres entreprises publiques, a permis l'entrée d'un plus grand nombre d'opérateurs du secteur privé, et a fait baisser les tarifs; toutefois, les coûts de fonctionnement liés à l'obligation de service universel ont été source de préoccupations. Le soutien aux producteurs nationaux de publicités et de films a été maintenu par le biais des prescriptions relatives à la teneur en produits locaux pour la télédiffusion ainsi que du financement de la **production de films**. En ce qui concerne les services maritimes, l'intervention de l'État semble avoir diminué; l'aide financière au **transport de marchandises** entre la Tasmanie et le continent a été maintenue. **Les transports maritimes, routiers et ferroviaires** ont également bénéficié d'allègements fiscaux sur les carburants. Des efforts ont été faits pour réduire les coûts du transport aérien et améliorer la qualité des services par le jeu de l'augmentation du nombre d'opérateurs et la location d'aéroports. Le commerce électronique est encouragé grâce au financement de réseaux et à des arrangements bilatéraux.

Page 71, paragraphe 96

En dépit des réductions des dépenses publiques dans le cadre du programme d'unification fiscale (chapitre I), entre 1997/98 et 2000/01 les différentes formes d'aide financière, fiscale ou

---

<sup>3</sup> Selon l'article 8 du Code, peuvent être promues au régime de points francs les activités directement destinées à l'exportation (la production et la vente de biens à l'étranger ou de prestations de services), et les activités indirectement destinées à l'exportation constituées par la vente intégrale de biens ou de prestations de services aux bénéficiaires situés sur le territoire mauritanien dont les activités sont directement exportatrices.

institutionnelle directe à l'exportation de marchandises et de services ont suivi une courbe généralement ascendante, largement imputable à une augmentation du soutien accordé pour les exportations de produits primaires et de produits des industries extractives ainsi que de certains services (tableau III.6). Par contre, l'aide à l'exportation de produits manufacturés a diminué.

**Tableau III.6****Aide du gouvernement fédéral aux exportateurs de marchandises et de services, 1997-2002**

(Millions de dollars australiens)

	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>a</sup>	2001/02 <sup>a</sup>
Mesures à l'exportation générales	549	543	546	579	605
dont:					
i) produits primaires (AFD, FI)	55	53	58	63	69
ii) secteur manufacturier	229	208	201	212	32
- produits alimentaires, boissons et tabacs (AFD)	7	8	8	9	9
- textiles, vêtements, chaussures et cuirs (AFD, FI, DF)	19	16	15	17	17
- produits du bois et du papier (AFD, DF)	4	3	3	<3	<3
- imprimerie, édition et supports enregistrés (AFD)	3	3	3	3	3
- pétrole, charbon, produits chimiques et produits connexes (AFD, FI, DF)	9	10	10	11	11
- produits minéraux non métalliques (AFD, DF)	3	2	2	<2	<2
- fabrication de produits en métal (AFD, DF)	10	8	9	6	6
- véhicules automobiles et leurs parties (FI, AFD, DF)	4	18	19	70	70
- autre matériel de transport	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	..
- autres machines et équipements (AFD, DF)	61	32	31	20	20
- autres produits manufacturés (AFD, DF)	17	13	14	21	21
- produits manufacturés non répartis (AFD, DF)	92	95	87	50	70
iii) secteur des services	247	266	266	290	288
- électricité, gaz et approvisionnement en eau (AFD)	<1	<1	<1	<1	<1
- construction (AFD, FI, DF)	22	24	27	30	30
- commerce de gros (AFD, DF)	15	15	12	17	17
- commerce de détail (AFD, FI)	22	25	24	23	23
- hébergement, cafés et restaurants (AFD, FI)	28	32	33	37	37
- transport et stockage (AFD, FI, DF)	48	52	49	48	48
- communications (AFD, FI)	19	20	22	25	23
- finance et assurance (AFD)	<1	<1	<1	<1	<1
- services de gestion de biens et services fournis aux entreprises (AFD)	22	23	22	24	24
- administration publique et défense (FI)	2	2	2	3	3
- éducation (AFD, FI)	20	20	18	20	20
- services de santé et services collectifs (AFD)	<1	<1	<1	<1	<1
- services culturels et récréatifs (AFD, FI)	25	28	29	33	33
- services personnels et autres services (AFD)	1	1	1	1	1
- services non répartis (FI)	20	21	24	26	26
iv) industries extractives (AFD, FI)	8	9	10	11	11
v) autres, non répartis <sup>b</sup> (FI)	10	7	11	3	5

.. Non disponible.

s.o. Sans objet.

a Estimations.

b Y compris les programmes ou montants de financement pour lesquels l'industrie n'est pas précisée ou dont les bénéficiaires ne sont pas connus.

Note: AFD: aide financière directe; FI: financement accordé à des institutions; DF: dépenses fiscales. Dans le calcul du total, la mention "< 1 million de dollars australiens" s'entend de 1 million de dollars australiens.

Source: Commission de la productivité (2001), *Trade & Assistance Review 2000-01*, tableaux 4.3, 4.4, 4.5, 4.6, 4.7 et 4.8 [en ligne], 12 décembre, rapport annuel 1999-2000, AusInfo. Renseignements disponibles à l'adresse suivante: <http://www.pc.gov.au/research/annrpt/> [11 juin 2002].

Pages 134-138, paragraphe 77

Le niveau de soutien estimatif au secteur des services, fourni par le biais d'une aide financière directe, de dépenses fiscales et d'un financement accordé aux institutions du secteur public, a augmenté (tableau IV.5); les dépenses budgétaires destinées à encourager l'investissement, la recherche-développement et les exportations ont principalement été allouées aux **services financiers et d'assurance, aux services culturels et récréatifs, aux services de transport et de stockage, aux services immobiliers, aux services fournis aux entreprises, ainsi qu'aux services de communication.**

**Tableau IV.5**  
**Évolution du soutien interne dans le secteur des services, 1997-2002**  
(Millions de dollars australiens)

	Type <sup>a</sup>	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>b</sup>	2001/02 <sup>b</sup>
<b>Distribution d'électricité, de gaz et d'eau</b>						
Mesures sectorielles						
Commercialisation d'énergies renouvelables <sup>c</sup>	AFD	-	2	3	7	12
Fonds d'actions pour les énergies renouvelables <sup>c</sup>	AFD	-	-	<1	3	3
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	14	2	2	4	4
Obligations pour le financement de l'infrastructure	DF	60	55	44	31	13
Mécanisme de compensation fiscale pour les emprunts relatifs à l'infrastructure	DF	3	25	25	43	43
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	<1	<1	<1	<1	<1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Centres de recherche en coopération	FI	3	4	5	5	3
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	1	1	1	2	2
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	1	1	1	1	1
<b>Total</b>		<b>83</b>	<b>91</b>	<b>81</b>	<b>97</b>	<b>82</b>
<b>Construction</b>						
Mesures générales en matière d'exportation						
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	20	22	25	27	27
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	2	2	2	2	2
TRADEX	DF	-	-	-	1	1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Centres de recherche en coopération	FI	-	-	-	-	2
Recherche de la CSIRO	FI	24	25	25	22	22
Fonds d'investissement dans l'innovation	AFD	-	-	-	2	3
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	2	<1	<1	1	1
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	19	15	8	8	8
<b>Total</b>		<b>67</b>	<b>64</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>65</b>
<b>Commerce en gros</b>						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement		<1	-	-	12	11
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	15	15	12	13	13
TRADEX	DF	-	-	-	4	4



	Type <sup>a</sup>	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>b</sup>	2001/02 <sup>b</sup>
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	-	<1	2	1	1
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	14	13	20	21	22
<b>Total</b>		<b>30</b>	<b>28</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>51</b>
<b>Commerce de détail</b>						
Programmes sectoriels						
Subventions à la restructuration du secteur pharmaceutique	AFD	7	11	13	10	-
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	<1	<1	<1	<1	<1
Mesures générales en matière d'exportation						
Commission australienne du tourisme	FI	18	21	21	21	21
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	4	4	3	2	2
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	2	3	5	5	5
<b>Total</b>		<b>32</b>	<b>38</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>29</b>
<b>Hôtellerie, restauration</b>						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	1	1	1	-	-
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	4	5	5	9	9
Commission australienne du tourisme	FI	24	27	28	28	28
<b>Total</b>		<b>29</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>37</b>	<b>37</b>
<b>Finance et assurance</b>						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	27	6	6	1	1
Unité de services bancaires offshore	DF	17	30	35	35	30
Mécanisme de compensation fiscale pour les emprunts relatifs à l'infrastructure	DF	3	19	19	19	19
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	<1	<1	<1	<1	<1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programme de lancement d'activités de recherche-développement	AFD	1	<1	<1	1	1
Fonds d'investissement dans l'innovation	AFD	-	5	5	<1	<1
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	54	26	18	19	20
<b>Total</b>		<b>102</b>	<b>86</b>	<b>83</b>	<b>76</b>	<b>71</b>
<b>Services de communication</b>						
Mesures sectorielles						
Incitation à l'investissement pour IBM	AFD	-	-	-	2	1
Centres de génie logiciel	FI	-	2	6	6	6
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	-	18	-	33	30

	Type <sup>a</sup>	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>b</sup>	2001/02 <sup>b</sup>
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	1	1	1	2	2
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	17	18	20	22	22
Commission australienne du tourisme	FI	1	1	1	1	1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Centres de recherche en coopération	FI	2	2	2	3	6
Recherche de la CSIRO	FI	22	21	21	21	21
Fonds d'investissement dans l'innovation	AFD	-	12	20	5	6
Programme de lancement d'activités de recherche-développement	AFD	7	10	12	14	14
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	16	7	30	31	32
<b>Total</b>		<b>66</b>	<b>93</b>	<b>114</b>	<b>140</b>	<b>141</b>
<b>Transport et stockage</b>						
Mesures sectorielles						
Incitation à l'investissement pour le Centre spatial Asie-Pacifique	AFD	-	-	-	-	6
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	33	<1	<1	6	5
Obligations pour le financement de l'infrastructure	DF	55	50	41	29	12
Mécanisme de compensation fiscale pour les emprunts relatifs à l'infrastructure	DF	4	31	31	13	13
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	18	18	15	11	11
Commission australienne du tourisme	FI	30	34	34	35	35
TRADEX	DF	-	-	-	2	2
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	-	1	5	2	2
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	4	12	5	5	6
<b>Total</b>		<b>144</b>	<b>147</b>	<b>132</b>	<b>102</b>	<b>91</b>
<b>Services immobiliers et services aux entreprises</b>						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	1	-	18	2	2
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	22	23	22	24	24
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Fonds pour l'innovation dans les biotechnologies	AFD	-	-	-	-	1
Centres de recherche en coopération	FI	7	4	3	4	5
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement	AFD	6	14	22	28	28
Fonds d'investissement dans l'innovation	AFD	-	1	1	<1	<1
Allégements fiscaux pour la recherche-développement	DF	40	48	65	68	70

	Type <sup>a</sup>	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>b</sup>	2001/02 <sup>b</sup>
<b>Total</b>		<b>76</b>	<b>89</b>	<b>131</b>	<b>126</b>	<b>129</b>
Administration publique et défense						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	-	3	3	-	-
Mesures générales en matière d'exportation						
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	2	2	2	3	3
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	<1	<1	<1	<1	<1
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Éducation</b>						
Mesures générales en matière d'investissement						
Abattement pour développement	DF	-	1	1	<1	<1
Mesures générales en matière d'exportation						
Commission australienne du tourisme	FI	<1	1	1	1	1
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	11	11	8	9	9
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	8	8	9	10	10
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	5	5	7	4	4
Allègements fiscaux pour la recherche-développement	DF	2	1	3	3	3
<b>Total</b>		<b>27</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>27</b>	<b>27</b>
<b>Services de santé et services collectifs</b>						
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	<1	<1	<1	<1	<1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Centres de recherche en coopération	FI	12	12	13	13	13
Programme de lancement d'activités de recherche-développement	AFD	7	10	12	18	18
Allègements fiscaux pour la recherche-développement	DF	2	3	3	3	3
<b>Total</b>		<b>22</b>	<b>25</b>	<b>29</b>	<b>35</b>	<b>38</b>
<b>Services culturels et récréatifs</b>						
Mesures sectorielles						
Commission australienne du cinéma <sup>b</sup>	AFD	30	16	17	17	17
Société de financement de l'industrie cinématographique et Fonds australien pour le cinéma <sup>b</sup>	AFD	48	48	48	48	48
Division du secteur cinématographique 10B et 10BA	DF	20	21	21	21	19
Mesures générales en matière d'exportation						
Commission australienne du tourisme	FI	3	4	4	4	4
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	16	17	19	21	21
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	6	7	6	8	8
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Fonds pour l'innovation dans les biotechnologies	AFD	-	-	-	-	1
Centres de recherche en coopération	FI	5	2	2	2	2
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	-	<1	<1	<1	<1
Allègements fiscaux pour la recherche-développement	DF	1	-	4	4	4

	Type <sup>a</sup>	1997/98	1998/99	1999/2000	2000/01 <sup>b</sup>	2001/02 <sup>b</sup>
<b>Total</b>		<b>129</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	<b>126</b>
<b>Services personnels et autres</b>						
Mesures générales en matière d'exportation						
Programme de subventions au développement des marchés d'exportation	AFD	1	1	1	1	1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	2	2	2	4	4
Allègements fiscaux pour la recherche-développement	DF	<1	<1	<1	<1	<1
<b>Total</b>		<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Services non attribués</b>						
Mesures générales en matière d'exportation						
Promotion des exportations par Austrade <sup>d</sup>	FI	19	20	23	25	25
Commission australienne du tourisme	FI	1	1	1	1	1
Mesures générales en matière de recherche-développement						
Recherche de la CSIRO	FI	9	9	9	10	10
Programmes de lancement d'activités de recherche-développement et programmes connexes	AFD	-	<1	2	<1	<1
Autres programmes						
Programmes de renforcement des technologies de l'information	AFD	-	-	42	6	55
<b>Total</b>		<b>29</b>	<b>31</b>	<b>75</b>	<b>42</b>	<b>91</b>
<b>Dépenses totales</b>		<b>445</b>	<b>484</b>	<b>563</b>	<b>544</b>	<b>605</b>
<b>Dépenses fiscales totales</b>		<b>395</b>	<b>391</b>	<b>409</b>	<b>426</b>	<b>383</b>
<b>Aide budgétaire totale</b>		<b>840</b>	<b>875</b>	<b>973</b>	<b>970</b>	<b>988</b>

- Néant.

a AFD: aide financière directe; FI: financement accordé aux institutions; DF: dépenses fiscales.

b Les données pour 2000/01 sont des estimations budgétaires et les données pour 2001/02 représentent les crédits budgétaires.

c La ventilation par secteur dépend de la disponibilité des données récemment fournies. Dans *Trade & Assistance Review 1999-2000*, ces programmes ont été classés dans la catégorie non attribuée en raison du manque d'informations. Il en résulte que la classification antérieure n'est plus appropriée.

d Les estimations pour 1999/2000, 2000/01 et 2001/02 sont fondées sur la ventilation par secteur fournie par Austrade pour 1998/99. Austrade n'a pas rassemblé de données pour les secteurs bénéficiant de ses activités de promotion des exportations pour les années suivantes.

Note: La somme des chiffres peut ne pas correspondre au total étant donné que ceux-ci ont été arrondis.

Source: Commission de la productivité (2001), *Trade & Assistance Review 2000-2001*, tableau 4.6 [en ligne], 11 décembre, Série rapport annuel 2000-2001, AusInfo. Renseignements disponibles à l'adresse suivante: <http://www.pc.gov.au> [28 février 2002].

## Page 145, paragraphe 98

Au cours de la période considérée, le niveau des subventions concernant l'obligation de service universel a été source de problèmes et fait l'objet d'une réforme complète. Selon cette obligation de service universel s'appliquant à Telstra, les **services téléphoniques standard**, y compris **les services pour les personnes handicapées, les téléphones publics, les services de données numériques et les services prescrits d'acheminement**, doivent être raisonnablement accessibles à tous en Australie, sur une base équitable et à des prix abordables, qu'il s'agisse de services aux particuliers ou aux entreprises. La demande déposée par Telstra d'un montant de 1,8 milliard de dollars australiens au titre de l'obligation de service universel (déposée le 28 septembre 1998) a été examinée par la Direction australienne des communications (ACA), organe de réglementation indépendant, qui a finalement estimé que les coûts s'élevaient pour Telstra à 548 millions de dollars australiens en 1997/98. Cependant, étant donné le caractère sans précédent du montant de la demande déposée, et le risque d'instabilité et de découragement de l'investissement dans ce secteur que cela

pouvait causer, les autorités ont décidé que la subvention serait fixée par accord entre les opérateurs, ou plafonnée au niveau historique de 253,2 millions de dollars australiens. En 1998/99 et 1999/2000, les subventions ont été, conformément aux conseils de l'ACA, de l'ordre de 280 millions de dollars australiens par an. À l'issue de la demande déposée en 1997/98, un examen complet des arrangements relatifs à l'obligation de service universel en Australie a été entrepris, et de nouveaux arrangements ont été conclus en 2000. Le Ministre a notamment été habilité à fixer les subventions pour l'obligation de service universel jusqu'à trois ans à l'avance, sur la base des conseils de l'ACA. Cela permet de prendre en compte un certain nombre de facteurs pour la définition du niveau de subventionnement. Selon les autorités, cela apporte également une certitude dans ce secteur et facilite la planification. Des subventions à hauteur de 240 millions de dollars australiens, de 234,1 millions de dollars australiens et 231,7 millions de dollars australiens ont été fixées respectivement pour 2001/02, 2002/03 et 2003/04.

Page 148, paragraphe 107

L'industrie cinématographique australienne bénéficie d'une aide publique sous diverses formes. La Commission australienne du cinéma apporte une aide à la diffusion, une aide culturelle et une aide à l'industrie par le biais de différentes mesures, y compris le développement de projets grâce à une assistance pour les scripts et les autres phases de préproduction, une subvention à la post-production, et le financement de productions à petit budget, ainsi que la subvention en faveur d'une culture cinématographique vivante et variée.<sup>4</sup> La Société australienne de financement de l'industrie cinématographique (FFC), principal organe du gouvernement chargé de financer la **production de films et de programmes télévisés australiens**, dispose d'un budget annuel de 50 millions de dollars australiens pour la période 2001/02 à 2003/04.<sup>5</sup>

Page 149, paragraphe 110

L'aide financière aux **transporteurs de fret** entre la Tasmanie et le continent, au titre du Programme de péréquation du fret vers la Tasmanie (TFES), a été modifiée et est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1999. Le nouveau programme constitue une base à la fois plus transparente et plus appropriée d'aide aux transporteurs, et définit plus clairement le désavantage de coût du transport (c'est-à-dire la différence entre le coût du transport maritime, de quai à quai, et le coût théorique du transport routier pour une opération équivalente). Toutes les marchandises bénéficient d'une compensation sur une base identique, c'est-à-dire sur une base d'équivalent 20 pieds (EVP). Ce programme permet de compenser le désavantage comparatif du point de vue des coûts du transport maritime entre États pour les transporteurs de marchandises autres qu'en vrac. Parmi les marchandises pouvant bénéficier de ce programme figurent les biens produits en Tasmanie et destinés à être utilisés ou vendus sur le continent, ainsi que les équipements et matières premières d'origine australienne utilisés comme intrants dans les secteurs minier, manufacturier, agricole, ainsi que de la pêche et de la foresterie en Tasmanie. Les marchandises destinées à l'exportation, les marchandises en vrac ainsi que les produits manufacturés à l'étranger ne sont pas admissibles. Environ 1 450 transporteurs bénéficient de ce programme.

---

<sup>4</sup> Renseignements en ligne de la Commission australienne du cinéma disponibles à l'adresse suivante: <http://www.afc.gov.au/about/howe/index.html> [17 avril 2001].

<sup>5</sup> Renseignements en ligne du Ministère des communications, des technologies de l'information et des arts disponibles à l'adresse suivante: <http://www.dcita.gov.au/> [24 avril 2001]; et renseignements en ligne de la Société australienne de financement de l'industrie cinématographique disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ffc.gov.au/intro.html> [17 avril 2001].

**République dominicaine – WT/TPR/S/105**Pages 46-48, paragraphe 105, 107 et 109

En janvier 2001, la République dominicaine a notifié les mesures de subvention à l'exportation maintenues au titre de la Loi sur les zones franches (Loi n° 8-90) du 8 janvier 1990, et a demandé une prorogation de la période transitoire prévue à l'article 27.4 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.<sup>6</sup> La Conférence ministérielle a prescrit au Comité des subventions et des mesures compensatoires de proroger la période transitoire au titre de cet article pour certaines subventions à l'exportation accordées par les Membres.<sup>7</sup> (...)

Plus de la moitié des entreprises installées dans les zones franches sont engagées dans la production de textiles. Les autorités ont indiqué, toutefois, que leur diversification s'était accrue au cours de ces dernières années. Les activités dont le taux de croissance est particulièrement élevé comprennent la production d'articles de bijouterie, de composants électroniques, les **services de commercialisation**, et les produits pharmaceutiques. Le chapitre IV 4) fait une description plus détaillée de chacune des branches de production exploitées dans les zones franches. (...)

Comme le montre dans le détail le précédent Rapport du Secrétariat sur la République dominicaine, la Loi n° 8-90 accorde des incitations considérables pendant une période renouvelable de 15 ans aux entreprises situées dans les zones franches. Ces incitations comprennent l'exonération: de l'impôt sur les bénéfices et des taxes applicables aux sociétés; de la taxe à la valeur ajoutée appliquée aux importations et des droits d'importation pour toutes les matières premières et tout le matériel utilisés pour l'installation et l'exploitation de la société; des taxes municipales; des taxes d'exportation; et diverses taxes spécifiques. Des avantages supplémentaires au titre de cette loi, comme l'exonération pendant 20 ans des taxes ci-dessus, et le subventionnement des loyers, sont offerts aux sociétés implantées dans les zones franches situées à proximité de la frontière entre Haïti et la République dominicaine.

Page 93, paragraphe 132

La Loi sur le développement du tourisme vise à promouvoir le développement du **tourisme** dans des régions prioritaires spécifiquement définies. Elle offre en particulier des exemptions de l'impôt sur le revenu et une réduction de 50 pour cent de l'ITBIS aux entreprises qui investissent dans les activités liées au tourisme dans les régions en question. Afin d'administrer les avantages offerts, la Loi a institué un Conseil du développement touristique (CONFOTUR) composé de représentants de différents ministères et de l'Association nationale de l'hôtellerie et de la restauration (ASONAHORES). De plus, la Loi a créé un Fonds pour la promotion du tourisme afin de promouvoir plus efficacement le tourisme en République dominicaine au niveau international.

**Zambie – WT/TPR/S/106**Page 53, paragraphe 81

La Zambie applique diverses mesures d'incitation pour aider les exportateurs et encourager l'investissement dans les industries exportatrices. En vertu de la Loi de 1993 sur l'investissement, tout récemment modifiée en 1998, un impôt à des conditions de faveur de 15 pour cent sur le revenu, par rapport au taux normal de 35 pour cent, est accordé aux exportateurs de produits non traditionnels qui

---

<sup>6</sup> Document de l'OMC, G/SCM/N/74/DOM du 8 janvier 2002.

<sup>7</sup> Document de l'OMC, WT/MIN(01)/17 du 20 novembre 2001.

détiennent une licence d'investissement.<sup>8</sup> Les investissements dans le secteur **touristique** qui génèrent des devises dépassant 25 pour cent des gains annuels bruts sont exonérés de droits et de TVA.

Page 93, paragraphe 111

Les nouveaux investissements dans le secteur sont venus de Zambiens et d'étrangers, en grande partie grâce au programme de privatisation. L'activité du secteur est relancée dans la région de Livingstone/chutes Victoria, la Zambie étant en position de tirer parti du déclin du tourisme dans les pays voisins. Dans le cadre de ses efforts pour développer le tourisme, le gouvernement a offert plusieurs mesures d'encouragement. Ces dernières comprennent une réduction de l'impôt sur les sociétés à 15 pour cent pour les **professionnels du tourisme** et la reconnaissance de ces derniers en tant qu'exportateurs de produits non traditionnels, et le remboursement de la TVA sur les frais engagés dans la création d'entreprises touristiques ainsi que l'application d'un taux zéro pour l'hébergement offert par les **hôtels, les gîtes et les petits hôtels** dans le district de Livingstone pendant deux ans. Un Plan directeur de développement du tourisme, toutefois, a pris du retard parce que le gouvernement n'a pas octroyé les ressources nécessaires dans le cadre de ses récents budgets. On espère qu'un partenaire bilatéral aidera à l'élaboration du Plan directeur du tourisme en 2003.

**Japon – WT/TPR/S/107**

Page 79, paragraphe 41

Selon les autorités, les navires battant pavillon japonais ne bénéficient pas de droits exclusifs ni de subventions. En revanche, les mesures de soutien pour ces navires (le "Régime de la navigation internationale") sont restées inchangées depuis le dernier examen du Japon.<sup>9</sup> Selon les autorités, le Régime de la navigation internationale ne fausse pas les échanges dans les **services de transport maritime**; il vise à placer les navires japonais sur un pied d'égalité avec ceux des autres pays qui accordent un traitement fiscal préférentiel à leurs propres navires.

**Venezuela – WT/TPR/S/108**

Page 34, paragraphe 65

Le Venezuela accorde diverses incitations à l'investissement, principalement sous la forme de crédits ou de remises fiscales. Au cours des cinq années suivant l'entrée en vigueur de la Loi de 1999 concernant l'impôt sur le revenu, les nouveaux investissements effectués dans les secteurs de l'agriculture, des agro-industries, de l'industrie, de la pêche, de la pisciculture, de l'élevage, du tourisme, de la **construction**, de l'électricité et des **télécommunications**, ainsi que dans les secteurs des sciences et des technologies autres que celui des hydrocarbures et des activités connexes bénéficient d'une remise de 10 pour cent du montant de l'impôt sur le revenu (80 pour cent, dans certaines conditions, pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche ou de la pisciculture). Des allègements fiscaux sont également accordés pour les nouveaux investissements dans l'exploitation des hydrocarbures (8 pour cent), **la construction d'hôtels** (75 pour cent) et dans les secteurs jugés d'une importance particulière pour le développement économique du pays ou qui offrent de plus grandes possibilités d'emploi (chapitre III 4 ii) a)). Pour les projets industriels, les

---

<sup>8</sup> Des licences d'investissement sont accordées par le Centre zambien pour l'investissement pour toutes les activités, à l'exclusion de la banque, de l'assurance et des industries extractives.

<sup>9</sup> Ces mesures comprennent un allègement de la taxe sur l'immatriculation des navires et de l'impôt local sur la propriété.

investisseurs industriels se trouvant dans la phase précédant l'exploitation peuvent être exonérés de la TVA pendant cinq ans ou jusqu'à la fin de cette phase.

**Pages 72-73, paragraphe 145-146**

Les exportateurs de biens et de **services** peuvent obtenir un remboursement de la TVA. Un exportateur a le droit de récupérer la totalité des taxes versées à l'égard des intrants présents dans les biens et services importés qui ont été acquis ou reçus dans le cadre de ses activités d'exportation, s'il en fait la demande au SENIAT.<sup>10</sup> Dans la demande présentée au SENIAT, l'exportateur doit fournir une liste des biens nationaux achetés, des services nationaux reçus et des services fournis au Venezuela par des personnes physiques ou morales qui n'y sont pas domiciliées en précisant dans chaque cas le montant facturé et la TVA.

En vertu du Règlement partiel n° 2 de la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée, en vigueur depuis le 26 août 1999, les exportateurs de biens et de services peuvent également récupérer les taxes versées lors de l'acquisition d'immobilisations nationales ou importées et de la réception de services qui augmentent la valeur desdites immobilisations, ou qui sont nécessaires pour que celles-ci puissent remplir les fonctions auxquelles elles sont destinées, pourvu que ces opérations aient lieu durant l'étape qui précède la réalisation de projets industriels destinés principalement à être exportés ou à générer des devises.<sup>11</sup> Pour bénéficier du crédit d'impôt, il faut que le volume des exportations de biens ou de services de l'entreprise représente au moins 50 pour cent de ses activités, ou 25 pour cent dans le cas de biens exemptés de la TVA. S'agissant de **projets touristiques**, il faut que la moyenne annuelle du taux d'occupation des personnes étrangères dans les hôtels ne soit pas inférieure à 40 pour cent. La durée maximale du régime de remboursement est de cinq ans à compter du début de l'étape précédant l'exploitation. Si, à l'expiration de cette période, le demandeur démontre que cette étape n'est pas encore terminée, le régime de remboursement peut être prolongé pour une période qui ne doit pas excéder cinq ans.

**Page 74, paragraphe 151**

Les activités qui peuvent être exercées dans les zones libres sont limitées à des secteurs ou à des types de biens et de services spécifiques. Ainsi, la zone libre pour la promotion de l'investissement touristique de la péninsule de Paraguaná a été créée en vertu de la Loi portant création de la zone libre pour la promotion de l'investissement touristique de la péninsule de Paraguaná, État de Falcón, du 6 août 1998, pour promouvoir la fourniture de services dans le cadre d'activités touristiques et d'activités commerciales liées au tourisme. La zone libre culturelle, scientifique et technologique de l'État de Mérida (ZOLCCYT), créée en vertu de la Loi sur la zone libre culturelle, scientifique et technologique de l'État de Mérida du 14 juillet 1995 et régie par le Décret n° 2.714 du 9 septembre 1998, bénéficie d'un régime fiscal préférentiel qui a été accordé dans le but de stimuler **la production, la diffusion et la distribution de biens et d'activités culturelles, scientifiques et technologiques** dans la région. Les activités de production, **de distribution**, de commercialisation et de promotion de biens bénéficiant de ce régime qui ont lieu dans la ZOLCCYT sont exemptées d'impôt sur le revenu.

---

<sup>10</sup> Le remboursement des taxes résulte de la Résolution n° 454 du 8 juin 2000 et du Décret n° 596 du 21 décembre 1999 (Règlement partiel n° 1 de la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée en matière de remboursement de crédit d'impôt pour les contribuables exportateurs).

<sup>11</sup> Décret n° 236 du 2 août 1999 promulguant le Règlement partiel n° 2 de la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée en matière de remboursement de crédit d'impôt, publié au Journal officiel n° 36772 du 25 août 1999.



**Page 74, paragraphe 190**

L'organisme responsable du tourisme offre des incitations sous forme d'exemptions des droits de douane lors de l'importation de navires, d'aéronefs, de véhicules et de pièces utilisés pour le **transport de touristes**.

**Page 131, paragraphe 165**

La fourniture d'un service de télécommunications universel est garantie par l'État. De ce fait, CONATEL est tenue de qualifier certaines prestations de prioritaires afin de remplir progressivement les obligations du service universel, en veillant, entre autres, à ce que chacun puisse avoir un raccordement au **réseau téléphonique public fixe**; à ce que le nombre de cabines téléphoniques soit suffisant; et à ce que **l'accès à Internet** soit général. Le service universel est assuré grâce au Fonds du service universel (FSU), qui a pour objet de subventionner les infrastructures nécessaires pour remplir les obligations du service universel. Les prestations obligatoires du service universel sont attribuées, grâce à des processus de sélection ouverts, à l'opérateur nécessitant la plus faible contribution du FSU. Les ressources du FSU proviennent des contributions des opérateurs fournissant des services de télécommunications à but lucratif, à l'exception des sociétés de radiodiffusion sonore ou de télévision hertzienne; ces contributions équivalent à 1 pour cent des recettes brutes obtenues grâce aux services visés par l'autorisation. Jusqu'à septembre 2002, les ressources du FSU n'avaient pas encore été utilisées.

**Page 134, paragraphe 179**

Les **bateaux** inscrits au RENAVER et utilisés pour le **transport international** dans des ports vénézuéliens bénéficient d'une réduction de 10 pour cent sur le droit d'accostage et le droit de quai. En outre, lorsque ces bateaux sont inscrits au RENAVER, cette taxe n'est perçue qu'une fois par an alors que les navires étrangers doivent s'en acquitter chaque fois qu'ils utilisent le Système national d'aides à la navigation maritime (SNANA). Il existe d'autres mesures d'incitation fiscale, parmi lesquelles l'exonération permanente de l'impôt sur les actifs des entreprises et l'exonération de la TVA pour les importations temporaires ou définitives de navires. De même, la loi accorde aux personnes s'étant enrichies dans le secteur de la marine marchande et des chantiers navals une réduction de l'impôt sur le revenu correspondant à 75 pour cent du montant des nouveaux investissements réalisés soit en vue d'acquérir ou de louer de nouveaux navires, appareils de navigation, ou technologies en matière de sécurité maritime, soit en vue de former les employés.

**Pages 134-135, paragraphe 182**

L'INEA propose les tarifs applicables aux services connexes du secteur maritime. Les droits de navigation auxquels sont assujettis les navires transportant du fret commercial dépendent des UJB du navire. Le principe du traitement national n'est pas appliqué pour la perception de ces taxes et droits de navigation. Les **navires** inscrits au RENAVER paient 50 pour cent du droit d'utilisation du service de pilotage et des droits de navigation. Ce pourcentage peut également être appliqué aux navires battant pavillon étranger, mais uniquement selon le principe de réciprocité. Il s'applique aux services de remorquage et d'aconage.

**Page 138, paragraphe 198**

Le sous-secteur du **transport aérien** bénéficie également d'une série d'incitations fiscales. La Loi sur l'aviation civile accorde, pour une durée de cinq ans (jusqu'à fin 2006) une exonération de toutes les charges frappant l'importation d'aéronefs civils, de leurs accessoires, parties et pièces, et de tous les véhicules destinés au fonctionnement des aéronefs. L'importation de matériaux, d'équipement, d'accessoires, de parties et pièces destinés à l'extinction des incendies et aux opérations

de sauvetage aérien est exonérée de droits de douane. En outre, les personnes s'étant enrichies en fournissant des services publics de transport aérien se sont vu accorder, pour une durée de cinq ans, une réduction de l'impôt sur le revenu équivalant à 75 pour cent du montant des nouveaux investissements destinés à la modernisation de la flotte, à l'acquisition d'aéronefs respectant les normes en matière de protection de l'environnement, à l'utilisation de nouvelles technologies pour les services fournis, et à la formation du personnel technique aéronautique. Les aéronefs destinés au service public de transport aérien acquis d'ici à fin 2006 sont également exonérés de l'impôt sur les actifs des entreprises.

## **Hong Kong, Chine – WT/TPR/S/109**

### Page 42, paragraphe 78

Il ne semble pas que des changements majeurs soient intervenus dans le système d'imposition des revenus de la HKSAR, et notamment le recours à des incitations fiscales, depuis le précédent examen, les impôts sur les bénéfices et les recettes représentant presque 60 pour cent du total des taxes collectées pour l'exercice fiscal 2000/01 (chapitre I). Le système d'imposition sur les revenus comporte des taux d'imposition légaux peu élevés et peu d'incitations fiscales. Les taux d'imposition légaux de 16 pour cent et 15 pour cent s'appliquent aux bénéfices des sociétés et des entreprises non constituées en sociétés, respectivement.<sup>12</sup> Les taux d'imposition effectifs appliqués aux bénéfices tendent, toutefois, à être inférieurs aux taux légaux, du fait des incitations, particulièrement de l'amortissement accéléré; par exemple, les sociétés peuvent déduire immédiatement 100 pour cent de leurs dépenses concernant l'installation et les machines de fabrication ainsi que le matériel et les logiciels informatiques. De plus, les bénéfices découlant des **transports maritimes internationaux**<sup>13</sup>, et des **services de transport aérien**<sup>14</sup>, et le revenu des intérêts des dépôts effectués localement par les sociétés (à l'exception des établissements financiers) et les personnes physiques auprès de tous les établissements bancaires autorisés sont exonérés de l'impôt. Des exonérations de l'impôt foncier sont également prévues. Les propriétaires de terrains ou de bâtiments sont passibles de la taxe foncière au taux normal de 15 pour cent (diminuée d'un allègement de 20 pour cent des frais de réparation et d'entretien); toutefois les biens détenus par une société qui exploite une entreprise à Hong Kong, Chine sont exonérés de cette taxe.<sup>15</sup> Les autorités ont estimé qu'au cours des exercices fiscaux 1998/99 et 1999/2000, les incitations fiscales les plus importantes ont été celles qui ont touché l'imposition des bénéfices et des salaires; les recettes sacrifiées au titre de ces incitations se sont élevées à 31,2 milliards de dollars HK. Aucune ventilation des chiffres n'était disponible quant au montant des recettes sacrifiées au titre des incitations fiscales individuelles comme l'amortissement accéléré et les autres exonérations.

---

<sup>12</sup> Il existe également une taxe sur les salaires calculée sur la base d'une échelle mobile qui ne peut pas dépasser le taux normal de 15 pour cent du revenu total.

<sup>13</sup> Les bénéfices des transports maritimes sont exemptés de l'impôt lorsqu'ils découlent des opérations suivantes: opérations internationales effectuées par un navire enregistré à Hong Kong; exploitation internationale d'un navire par un armateur non résident originaire d'un pays qui accorde l'exonération des taxes pour les embarquements effectués depuis Hong Kong, Chine par un armateur non résident; et l'exploitation internationale d'un navire par une entreprise d'un pays avec lequel Hong Kong, Chine a signé un accord pour éviter la double imposition du revenu des transports maritimes, ou couvrant le revenu des transports maritimes.

<sup>14</sup> Bénéfices réalisés par les compagnies aériennes originaires d'un pays avec lequel Hong Kong, Chine a signé un accord pour éviter la double imposition.

<sup>15</sup> Administration des contributions (non daté).

Pages 60-61, paragraphe 2

Les politiques sectorielles n'ont guère changé depuis l'examen de Hong Kong, Chine en 1998. Dans l'ensemble, Hong Kong, Chine continue à suivre une politique d'intervention minimale, laissant les forces du marché déterminer l'affectation des ressources. Les autorités soutiennent que les "gagnants" ne sont pas favorisés ni les "perdants" secourus, et que Hong Kong, Chine ne fait aucune discrimination pour ou contre les différents secteurs. Le rôle du gouvernement est d'être un "promoteur proactif du marché" ou un "facilitateur" afin de maintenir un cadre institutionnel propice au développement du marché, d'offrir l'infrastructure et les services d'appui indispensables, d'encourager la recherche-développement appliquée ainsi que le transfert de technologie et d'investir en capital humain dans tous les secteurs de l'économie. Néanmoins, il est dit dans le discours de présentation du budget 2002/03 que Hong Kong, Chine doit se préoccuper des activités économiques à "forte valeur ajoutée" et il est fait mention de quatre domaines particulièrement importants: les services financiers, la logistique, le tourisme, les services destinés aux producteurs et les services professionnels.<sup>16</sup> En outre, le gouvernement prend les "mesures appropriées" pour défendre les projets considérés comme favorables à l'économie lorsque le secteur privé n'est pas prêt à y investir. Quelques mesures visent certains secteurs. Par exemple, un abattement fiscal immédiat de 100 pour cent est accordé sur les dépenses concernant les équipements et installations liés aux procédés de fabrication ainsi qu'aux matériels et logiciels informatiques, et il existe une exemption fiscale réciproque sur les revenus issus des **services maritimes**. De plus, au cours des prochaines années, le gouvernement de Hong Kong renoncera au paiement des dividendes de la Mass Transit Company (MTRC) afin de l'aider à financer une **liaison ferroviaire** vers le parc d'attraction de Disneyland.<sup>17</sup>

**El Salvador – WT/TPR/S/111**

Page 57, paragraphe 96

La Loi sur la relance des exportations accorde la restitution de 6 pour cent de la valeur f.a.b. des exportations aux personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, qui possèdent des entreprises exportant des biens et des services salvadoriens hors de l'Amérique centrale, à l'exception des exportations de produits minéraux métalliques et non métalliques issus de l'exploitation du sous-sol. Les produits traditionnels, tels que le café, le sucre et le coton, qui ne sont pas, en principe, susceptibles de profiter de cet avantage, peuvent bénéficier de la restitution après détermination du Ministère des finances et du Ministère de l'économie, s'ils présentent un contenu d'origine nationale de 30 pour cent au minimum (pourcentage calculé à partir de la valeur ajoutée générée en usine); pour le café dénommé "Orgánico" ou "Gourmet" et le sucre raffiné, la restitution est appliquée indépendamment du contenu national. Entre 1998 et 2001, les exportations salvadoriennes qui ont fait l'objet de cette restitution ont représenté entre 7,6 pour cent et 8,2 pour cent des exportations totales (tableau III.7).

Pages 58 et 59, para 101-103 et 106

Les entreprises nationales ou étrangères destinées à la production, à l'assemblage ou à la sous-traitance, à la manufacture, au traitement, à la transformation ou à la commercialisation de biens et de services peuvent s'établir et exercer leur activité en zone franche. La nouvelle loi indique également de façon explicite que **la prestation de services liés au commerce international et régional (tels que l'approvisionnement, l'emballage et le remballage, la réexportation, le groupage des charges, la distribution de marchandises et autres activités connexes ou**

---

<sup>16</sup> Gouvernement de la RASHK (2002a).

<sup>17</sup> *Financial Times*, 10 juillet 2002.

**complémentaires**) constitue une activité susceptible de profiter des avantages offerts dans les zones franches.

Lorsqu'une entreprise satisfait aux critères décrits ci-dessus mais que, pour des causes techniques, elle n'est pas située en zone franche, elle peut demander au Ministère de l'économie que l'établissement soit déclaré entrepôt de perfectionnement actif (DPA), à condition qu'il soit situé dans une zone à vocation industrielle, agricole et agro-industrielle, que les installations présentent des conditions adéquates de sécurité au niveau industriel, du travail et de l'environnement et qu'il dispose d'une structure administrative et financière formelle.

Les utilisateurs des zones franches et des entrepôts de perfectionnements actifs bénéficient d'avantages et sont notamment exonérés des taxes et charges suivantes:

- droits d'entrée pour les machines, équipements, outils, pièces de rechange et accessoires, ustensiles et autres instruments nécessaires à l'exercice de l'activité favorisée;
- droits d'entrée pour les lubrifiants, catalyseurs, réactifs, carburants et autres substances ou matériaux nécessaires à l'activité productive;
- impôt sur le revenu pendant la période au cours de laquelle ils exercent leurs activités dans le pays, à compter de l'exercice fiscal annuel au cours duquel le bénéficiaire débute ses activités;
- impôts locaux sur l'actif et le patrimoine de l'entreprise, pendant la période au cours de laquelle ils exercent leurs activités dans le pays, à compter du début de ces activités;
- impôt sur le transfert des biens immobiliers, lorsque ceux-ci sont acquis pour être utilisés dans l'activité favorisée. (...)

Certaines activités ne peuvent pas bénéficier des incitations et des avantages fiscaux, en particulier: les hôtels; les agences de voyage et compagnies aériennes; le transport aérien, maritime et terrestre; les activités financières; la pêche, à l'exception de la pêche aux thonidés; les industries extractives; la production ou commercialisation de sucre, d'alcool éthylique et de tout produit qui inclut du sucre ou de l'alcool éthylique.

#### Page 85, paragraphe 44

Le cadre de réglementation du secteur ne prévoit pas de dispositions en matière de subvention à la consommation finale. Toutefois, le gouvernement accorde des subventions directes axées sur les consommateurs à faible revenu. Étant donné la rareté des ressources, jusqu'en mars 2001, on avait indirectement recours aux recettes de l'entreprise publique CL, par l'intermédiaire de remises qu'elle accordait sur les factures de vente **d'énergie** aux **distributeurs**. Depuis avril 2001, les subventions sont couvertes par l'État, à travers le Fonds d'investissement national de l'électricité et du téléphone (Fondo de Inversión Nacional en Electricidad y Telefonía, FINET) (voir section iii).

#### Page 102, paragraphe 97

Afin de faciliter l'accès des couches rurales de la population et des personnes à faible revenu aux services d'électricité et de téléphone, on a créé le Fonds d'investissement national de l'électricité et du téléphone (Fondo de Inversión Nacional en Electricidad y Telefonía, FINET). Ce fonds a notamment pour fonctions de subventionner les infrastructures et de fournir des **services de téléphone**

(et d'énergie électrique, voir section 4) en milieu rural et dans les zones à faible revenu, à condition qu'ils soient d'utilité communautaire.<sup>18</sup> La loi prévoit que le Fonds subventionnera ces activités au moyen des revenus du placement de ses ressources. Celles-ci sont essentiellement constituées des apports de l'État: 98,5 pour cent des ressources procurées par l'octroi de concessions pour l'exploitation du spectre radio et la totalité des fonds rapportés par l'octroi de concessions pour la production d'électricité géothermique et hydraulique. Jusqu'en janvier 2002, 18 projets financés par le Fonds, d'un montant total de 1,64 million de dollars EU, étaient en cours d'exécution suite à des appels d'offres, ainsi que 57 projets financés par un concours de fonds, d'un montant total de 5,54 millions de dollars EU.

#### Canada – WT/TPR/S/112/Rev1

##### Page 92 paragraphe 180

Le crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore est un crédit d'impôt remboursable de 20 pour cent pour certaines dépenses encourues par une société qualifiée lors de la production d'"**enregistrements sonores** canadiens admissibles" par des "nouveaux artistes ou ensembles canadiens".<sup>19</sup>

##### Page 115, paragraphe 82

En novembre 2000, le CRTC établissait, pour prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2001, un mécanisme national de perception de la contribution fondée sur les revenus, mécanisme par lequel les entreprises verseraient un pourcentage de leurs revenus qui sont considérés comme admissibles à la contribution (Décision 2000-745). L'objet de la contribution est de financer le **service téléphonique** local dans les régions à coût élevé du Canada (c'est-à-dire les régions rurales et éloignées). Ce mécanisme devait être revu et finalisé durant 2002.<sup>20</sup> Les autorités ont indiqué que, exception faite des subventions destinées à financer les services dans les régions à coût élevé, les subventions croisées ont été éliminées dans l'industrie des télécommunications et que les services concurrents offerts par les exploitants-titulaires ne sont pas subventionnés par d'autres services monopolistiques ou quasi monopolistiques offerts.

##### Page 154, paragraphe 113

Après les attaques du 11 septembre 2001, le gouvernement canadien a annoncé un programme de 160 millions de dollars canadiens destiné à compenser les pertes subies par les **transporteurs aériens** du Canada par suite de la fermeture de l'espace aérien canadien; les autorités ont indiqué qu'une somme de 99,3 millions de dollars canadiens a effectivement été décaissée, sur laquelle Air Canada a reçu 69,8 millions de dollars canadiens.<sup>21</sup> Le gouvernement a aussi versé une

---

<sup>18</sup> Sont considérés d'utilité communautaire les consommations d'énergie électrique liées à des projets d'extraction, de pompage et pompage-relais de l'eau et ceux de bâtiments utilisés pour la prestation de services d'éducation et de santé, lorsque ceux-ci sont la propriété ou sont administrés par les communautés.

<sup>19</sup> Renseignements fournis en ligne par le Ministère des finances, disponibles à l'adresse suivante: [http://www.fin.gc.ca/taxesp/2001/taxexp01\\_f.pdf](http://www.fin.gc.ca/taxesp/2001/taxexp01_f.pdf).

<sup>20</sup> Voir: Décision Telecom CRTC 99-16, disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.crtc.gc.ca/archive/Decisions/1999/DT99-16.htm>; et Décision CRTC 2000-745, disponible à l'adresse suivante: <http://www.crtc.gc.ca/archive/Decisions/2000/DT2000-745f.htm>.

<sup>21</sup> Information en ligne de Canada newswire. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.newswire.ca/releases/April2002/18/c5924.html>.

indemnité au titre de la responsabilité civile aérienne pour risque de guerre, après l'annulation de cette garantie par les assureurs. Le programme a été reconduit jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2003.

### **Burundi – WT/TPR/S/113**

#### Pages 47-48, paragraphe 81-82

La loi sur la zone franche prévoit quatre types d'entreprises: les entreprises franches agricoles et d'élevage; les entreprises franches industrielles et artisanales; les entreprises franches commerciales; et les entreprises franches de services. Certaines activités ne sont pas éligibles au régime de zone franche: le commerce des métaux précieux et les minerais; la recherche, l'extraction, l'enrichissement, le raffinage et/ou l'affinage, l'achat et la vente de minerais; et les activités, telles que la torréfaction, liées au café. Une des conditions d'éligibilité est l'exportation de toute la production (pour les entreprises commerciales, l'importation et la réexportation en l'état ou après conditionnement des produits importés). La création d'une valeur ajoutée "substantielle" (d'au moins 35 pour cent) est une condition qui s'applique aux entreprises franches agricoles et d'élevage, industrielles et artisanales. Les entreprises de services éligibles au statut d'entreprise franche sont celles qui ont l'intention de fournir un ou plusieurs des **services suivants**: les services d'assemblage de matériels informatiques; les services de réalisation de logiciels; les services d'emballage pour exportation; les services d'impression et de publication; les services de production et de distribution de films cinématographiques; les services d'enregistrement sonore; et les services d'organismes touristiques. Tant les investisseurs étrangers que nationaux peuvent obtenir le statut de zone franche. Une commission consultative créée par le Ministère du commerce et de l'industrie est responsable des entreprises franches.

Les avantages fiscaux octroyés par le décret-loi sont l'exonération totale du paiement des taxes indirectes en vigueur ou à créer, des droits d'enregistrement et de timbre, et l'exonération totale des impôts sur les bénéfices pendant les dix premières années d'exploitation, suivie d'un régime où le taux d'imposition est réduit à 15 pour cent au lieu du taux standard de 40 pour cent. Toute entreprise franche ayant créé plus de 100 emplois permanents pour des ressortissants burundais est assujettie à l'impôt sur les bénéfices au taux de 10 pour cent, et toute entreprise franche qui réinvestit au moins 25 pour cent des bénéfices réalisés au cours de leurs dix années d'existence payent 10 pour cent de moins par rapport au taux applicable. Les entreprises franches commerciales paient une taxe de 1 pour cent sur leur chiffre d'affaires, un taux qui est ramené à 0,8 pour cent au cas où l'entreprise en question créerait plus de 20 emplois permanents. Les dividendes distribués aux actionnaires de la société sont exonérés de tout impôt pendant la vie de l'entreprise. Les entreprises franches sont aussi exonérées du paiement de la taxe de 3 pour cent sur le salaire des travailleurs étrangers.

#### Page 94, paragraphe 109

La capacité **hôtelière** de Bujumbura est de 1 067 lits. L'État s'était engagé dans ce sous-secteur, à travers sa participation au capital de l'hôtel Novotel, l'hôtel Source du Nil, et le Club du lac Tanganyika. Ce dernier a été privatisé, tandis que le second est en cours de privatisation. Le gouvernement a passé un accord avec la chaîne hôtelière Accord, pour la gestion du Novotel. En dehors de Bujumbura, l'on recense les hôtels à Kayanza, Ngozi, Gitega, Musinga, Cankuzo et Kirundo. Le parc national de Ruvubu a son propre camp éco-touristique. Les ressortissants étrangers doivent effectuer leurs paiements de factures d'hôtel soit en devises étrangères, ou en francs burundais achetés dans le circuit officiel (une attestation doit être fournie par l'établissement où le change a été effectué). La fixation des tarifs se fait librement. Le gouvernement ne procède pas à une évaluation systématique des performances réalisées par les hôtels, et n'a pas encore développé un système de classification hôtelière.

## Union douanière d'Afrique australe – WT/TPR/S/114

### Page A1-110, paragraphe 50 (Botswana)

La Loi sur les **télécommunications** ne comporte aucune disposition relative au service universel, mais la BTA est chargée d'appliquer la politique du gouvernement en la matière et de fixer des tarifs spéciaux pour les utilisateurs les plus démunis. Le gouvernement est en train de formuler une nouvelle politique de service universel qui se substituera au régime actuel de subventions versées chaque année à la BTC dans le cadre du programme de télécommunications rurales, dans le but d'offrir des services de base aux habitants des campagnes. La BTA est en train d'élaborer un programme basé sur un fonds pour le service universel et des projets d'amendements de la loi.

### Page A1-118, paragraphe 80 (Botswana)

Le gouvernement a décidé d'accorder à l'industrie **touristique** des aides publiques dans le cadre de la politique d'aide financière (FAP) en 1996 (Politique d'aide financière (FAP-tourisme), 1996). Toutefois, ce mécanisme a récemment été remplacé par l'Agence de promotion de l'esprit d'entreprise (CEDA), dont les compétences englobent le tourisme.

### Page A2-169, paragraphe 57 (Lesotho)

En 2002, le gouvernement du Lesotho a promulgué la Loi de 2002 sur le tourisme<sup>22</sup>, qui porte création de la Société de développement du **tourisme** du Lesotho (LTDC), une société appartenant à 51 pour cent au gouvernement et qui dispose de vastes pouvoirs, dont la désignation des zones de développement touristique et la fourniture d'une aide financière sous la forme de dons, des prêts ou d'exemptions fiscales pour le développement du tourisme. La LTDC est présidée par le Directeur du tourisme et son Conseil d'administration regroupe des représentants du gouvernement, d'associations locales et du secteur privé.

### Page A3-211, paragraphe 39 (Namibie)

Les agriculteurs bénéficient régulièrement d'aides d'urgence en cas de sécheresse. En 2002/03, par exemple, les éleveurs implantés au nord du cordon sanitaire ont reçu 1,5 million de dollars namibiens sous la forme d'une subvention de 150 dollars namibiens par tête de bétail livrée à l'abattoir. L'Office de la viande a géré le programme au nom du gouvernement. Entre avril 1996 et novembre 1998<sup>23</sup>, les victimes de la sécheresse ont reçu une aide de 36,4 millions de dollars namibiens et une autre, en 1998-99, de 2,1 millions.<sup>24</sup> Des subventions destinées à encourager la commercialisation ont été payées aux exploitants agricoles à raison de 15 ou de 100 dollars namibiens par animal vendu, selon sa taille, afin de les inciter à réduire le cheptel. Un programme de reconstitution du cheptel destiné à remplacer les animaux d'élevage vendus pendant la période de sécheresse a également permis de payer 13 ou 70 dollars namibiens par tête. Les **transporteurs** ont reçu des subventions de 3,77 dollars namibiens par kilomètre pour le transport des animaux vers les marchés.

---

<sup>22</sup> Loi n° 4 de 2002.

<sup>23</sup> Document de l'OMC G/AG/N/NAM/7 du 12 juillet 1999.

<sup>24</sup> Document de l'OMC G/AG/N/NAM/11 du 12 mai 2000.

Pages A3-240-241, paragraphe 62 (Namibie)

Après avoir annoncé en 1999 que les nouveaux venus seraient autorisés à entrer sur le marché jusqu'en 2000, le gouvernement a prorogé ce délai jusqu'en 2004 au plus tard, lorsque le marché des télécommunications serait totalement ouvert. La Namibie est l'un des membres fondateurs de l'Association sud-africaine de réglementation des télécommunications (TRASA), qui a été créée en septembre 1997 par les pays de la SADC.<sup>25</sup> Le gouvernement a approuvé en 1999 une politique et un cadre réglementaire en matière de télécommunication, conformément au Protocole sur les transports, les communications et la météorologie de la SADC et au modèle de cadre réglementaire pour les télécommunications. De 2002 à 2004, il peut différer la concurrence dans tout segment du marché pour des raisons socioéconomiques. Il mettra en place un Fonds pour les services universels visant à financer des services universels, tels que des **services téléphoniques** de base dans les zones rurales. Tout le matériel de télécommunication devra être conforme au réseau des exploitants nationaux et être homologué par la Commission namibienne des communications.

Pages A4-333-334, paragraphe 81 (Afrique du Sud)

La politique générale en matière de transports routiers est placée sous la responsabilité du Département des transports. La planification, la construction et l'entretien des routes et ponts autres que ceux qui relèvent de la SANRAL ou des administrations locales sont sous la responsabilité des gouvernements provinciaux. Les rues relèvent des collectivités métropolitaines, cantonales ou locales. L'essentiel du système des routes et rues est financé au moyen de taxes nationales et locales, mais la SANRAL exploite 600 kilomètres de routes nationales à péage et a donné 1 300 kilomètres en concession à des consortiums privés, qui imposent un péage sur ces routes. Les pouvoirs législatifs et exécutifs en matière de transport public appartiennent aux provinces, mais le Département des transports est chargé de la formulation, du suivi et de la mise en œuvre stratégique des politiques. Il s'occupe actuellement de remanier le programme de subventions aux transports publics, afin de remédier à la pratique qui consiste à verser des subventions pour les **lignes d'autobus** et les **trains de banlieue**<sup>26</sup>, à l'exclusion des taxis, et à ne subventionner qu'environ 35 pour cent des banlieusards. La Loi de transition sur les transports terrestres nationaux (Loi n° 22 de 2000)<sup>27</sup> prévoit un nouveau système de "permissions" destiné à remplacer les licences délivrées pour les transports en taxi et en autobus et à poser les bases d'un système de transports terrestres entièrement intégré, à long terme et orienté vers l'usager. Le DTI et le Département des transports ont tous deux engagé un projet important destiné à recapitaliser la flotte de **taxis**.

Page A4-335, paragraphe 86 (Afrique du Sud)

L'IDC offre actuellement un financement à moyen terme sous la forme de prêts, de ventes assorties de conditions suspensives et d'apport de capitaux et de quasi-capitaux pour le développement et l'expansion de l'industrie touristique (tableau AIII.1). Le DTI met aussi à la disposition de l'industrie son Programme de développement des petites et moyennes entreprises (SMEDP) (chapitre III 4) ii)). Selon les autorités, il n'y a pas d'obstacle à l'entrée des étrangers mis à part le contrôle des changes et la réglementation en matière d'immigration.

---

<sup>25</sup> Les autres membres fondateurs sont le Botswana, le Mozambique, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie.

<sup>26</sup> Dans le budget du Département pour 2002/03, le crédit consacré aux transports par autobus et chemin de fer est de 37 millions de rand (Département des transports, 2002b).

<sup>27</sup> Cette loi a été modifiée par la Loi de modification de la Loi de transition sur les transports terrestres nationaux (Loi n° 31 de 2001).



Tableau AIII.1  
Programmes d'incitation, janvier 2003

Nom du programme	Objectif	Critères d'admission	Description
(...)			
<b>Soutien au renforcement des capacités pour les intermédiaires financiers de détail (IFD)</b>	Soutenir le renforcement des capacités des nouveaux IFD pour qu'ils constituent un portefeuille de prêts et aider les IFD existants à développer leur portefeuille de prêts.	Pour être agréé, un IFD doit: <ul style="list-style-type: none"> <li>- être légalement constitué en société;</li> <li>- avoir clairement défini les PMME cibles;</li> <li>- avoir des systèmes comptables et financiers en bonne et due forme;</li> <li>- avoir des lignes directrices bien conçues en ce qui concerne son organisation, ses politiques et ses procédures;</li> <li>- être en mesure de réaliser ses projets en cours ou envisagés;</li> <li>- avoir des objectifs à court et à moyen terme clairs et réalisables.</li> </ul>	Le soutien sera axé sur les besoins en capacités des IFD. Le montant des aides va de 10 000 à 500 000 rand.
(...)			
<b>Prêts de départ aux intermédiaires financiers de détail (IFD)</b>	Fournir le capital initial aux nouveaux établissements pour qu'ils constituent leur portefeuille et financer les dépenses d'exploitation sur une période prédéterminée.	Pour être agréé, un IFD doit: <ul style="list-style-type: none"> <li>- être légalement constitué en société;</li> <li>- avoir clairement défini les PMME cibles;</li> <li>- avoir des systèmes comptables et financiers en bonne et due forme;</li> <li>- avoir des lignes directrices bien conçues en ce qui concerne son organisation, ses politiques et ses procédures;</li> <li>- être en mesure de réaliser ses projets en cours ou envisagés;</li> <li>- avoir des objectifs à court et à moyen terme clairs et réalisables;</li> <li>- apporter des fonds de contrepartie permettant de couvrir au moins 15 pour cent des charges d'exploitations prévues.</li> </ul>	Le montant va de 50 000 à 20 millions de rand. Les prêts de départ sont transformés en aides lorsque les critères de résultats mutuellement convenus sont remplis.

Source: Renseignements en ligne du Département du commerce et de l'industrie à l'adresse suivante:  
[http://www.dti.gov.za/review.asp?iSDivID=143&iEvent\\_ID=172](http://www.dti.gov.za/review.asp?iSDivID=143&iEvent_ID=172)

## Nouvelle-Zélande– WT/TPR/S/115

### Page 91, paragraphe 36

La Nouvelle-Zélande subventionne les **services d'éducation, de radiotélédiffusion, de production cinématographique et de transport terrestre et aérien, les services aux entreprises et les services touristiques**.<sup>28</sup> La plupart des services d'origine nationale, à l'exception de quelques services financiers, sont assujettis à la GST. Les services financiers, à l'exception de la plupart des services d'assurance (la GST ne s'applique pas à l'assurance-vie ni à la réassurance), sont exemptés de la GST car il est très difficile de percevoir ce type de taxe sur ce type de service. Cette exemption fait

<sup>28</sup> Pour une description complète des programmes de subventions correspondants, voir le document de l'OMC S/WPGR/16/Add.2 du 23 juillet 1997.

actuellement l'objet d'une étude et il est proposé d'appliquer un droit nul aux services financiers fournis par des entreprises à d'autres entreprises, plutôt que de les exempter de la GST.<sup>29</sup>

## **Maroc– WT/TPR/S/116**

### Page 28, paragraphe 75

Les entreprises exportatrices sont exonérées de l'impôt sur les sociétés (IS) et l'impôt général sur le revenu (IGR) pendant une période de cinq ans, suivie d'une réduction de 50 pour cent de ces impôts au-delà de cette période. Pour les entreprises exportatrices de services, y compris les établissements hôteliers, l'exonération et la réduction ne s'appliquent qu'au chiffre d'affaires réalisé en devises. Les entreprises s'implantant dans les préfectures ou provinces visées par décret, et les entreprises artisanales bénéficient d'une réduction de 50 pour cent de l'IS ou de l'IGR pendant une période de cinq ans.

### Pages 59-60, paragraphe 131

La Charte de l'investissement de 1995 a amélioré les avantages accordés aux investisseurs (chapitre II 6)). En 2000, le gouvernement a également mis en place le Fonds Hassan II pour le développement économique et social<sup>30</sup>; ce fonds s'occupe, entre autres, de la promotion des investissements dans certains secteurs industriels.<sup>31</sup> Il contribue à hauteur de 50 pour cent à l'achat de terrain industriel, et de 30 pour cent à la construction des locaux professionnels.<sup>32</sup>

### Page 89-90, paragraphes 101-102

Compte tenu de l'importance du **tourisme**, le gouvernement cherche à y promouvoir les investissements. Ceux-ci bénéficient des avantages accordés par la Charte des investissements, le Fonds Hassan II, les Lois de finances et par des dispositions spécifiques (tableau IV.5). Une réduction de la TVA pour les hôtels est à l'étude.

Le 10 janvier 2001, un accord-cadre a été signé entre le gouvernement et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), confirmant le tourisme comme priorité nationale et définissant plusieurs objectifs pour la décennie en cours, y compris l'augmentation du nombre de touristes à 10 millions à l'horizon 2010. La mise en œuvre de ces objectifs a été codifiée par l'Accord d'application signé le 29 octobre 2001 et constituant la charte opérationnelle de la nouvelle politique

---

<sup>29</sup> GST and Financial Services [en ligne] (<http://www.taxpolicy.ird.govt.nez/publications/files/html/gstfinserv/cl.html>) [20.11.2002].

<sup>30</sup> Décret n° 2-00-129 du 16 mars 2000 portant création du compte d'affectation spéciale n° 3.1.04.04 intitulé " Fonds Hassan II pour le développement économique et social", Dahir n° 1-02-02 du 29 janvier 2002 portant promulgation de la Loi n° 36-01 portant création du Fonds Hassan II pour le développement économique et social et son Décret d'application n° 2-02-93 du 12 mars 2002.

<sup>31</sup> Il s'agit des secteurs tels que le textile (filature, tissage et finissage); l'électronique; la confection et la bonneterie; la sous-traitance automobile (fabrication de composants automobiles et mécanique de précision); le cuir; le tourisme; la pêche; et la préservation de l'environnement par le traitement, le recyclage et la valorisation industrielle des déchets.

<sup>32</sup> La prise en charge du coût du terrain se fait sur la base d'un coût maximum de 250 DH/m<sup>2</sup> et celle du coût des bâtiments sur la base d'un coût maximum de 1500 DH/m<sup>2</sup>. La contribution peut être de 100 pour cent si elle se limite seulement à l'acquisition foncière.

touristique (dénommée "Vision 2010").<sup>33</sup> Parmi les mesures arrêtées pour atteindre les objectifs figurent: la libéralisation foncière et la participation de l'État aux frais d'acquisition des terrains (à travers le Fonds Hassan II); exonérations et simplifications fiscales; renforcement de la formation et professionnalisation des métiers du tourisme; facilitation de l'accès aux financements; renforcement des budgets de promotion; restructuration de l'Office national marocain du tourisme (ONMT)<sup>34</sup>; mise en place de financements spécifiques pour la rénovation des unités hôtelières; et libéralisation du transport aérien et création d'un Comité stratégique de pilotage. Sur le plan juridique, deux décrets ont été adoptés récemment sur le classement des établissements hôteliers et le statut des établissements touristiques; un nouveau texte réglementant le transport touristique, indépendant de celui portant sur le transport des voyageurs, est à l'étude.<sup>35</sup>

**Tableau IV.5**  
**Cadre indicatif de l'investissement touristique**

Droits	Description
<b>Droit d'enregistrement</b>	Allègement des frais de constitution de sociétés touristiques, avec un taux de 0,5 pour cent de droits d'enregistrement Exonération en matière de droits d'enregistrement, relatifs aux actes d'acquisition des terrains destinés à la réalisation de projets d'investissements dans un délai maximum de 36 mois Taux réduits à 1 pour cent pour les droits d'enregistrement, relatifs aux baux emphytéotiques portant sur les immeubles à usage hôtelier et leur dépendances Réduction des droits d'enregistrement applicables aux cessions de fonds de commerce
<b>Droits de douanes</b>	Exonération des droits de douanes pour les investissements dont le montant est supérieur ou égal à 20 millions de DH dans le cadre de conventions conclues avec le gouvernement
<b>IS et IGR</b>	Exonération totale de l'IS ou de l'IGR pour la partie de la base imposable correspondant au chiffre d'affaires des entreprises hôtelières réalisé en devises pendant une période de cinq ans, et réduction de 50 pour cent à partir de la 6ème année Réduction de l'IS de 50 pour cent pendant cinq ans, pour l'ensemble des entreprises s'implantant dans les provinces suivantes: Larache, Nador, Tanger, Asilah, Tétouan, entre autres Réduction de 50 pour cent de l'IS, sans limitation de durée, pour toute entreprise s'implantant dans la province de Tanger, cumulable avec les avantages précités
<b>Autres avantages</b>	Régime de libre convertibilité garantissant l'entière liberté de transfert, pour les investisseurs étrangers, des bénéfices nets d'impôt (capital, plus-values et revenus) Exonération totale de l'impôt des patentes et de la taxe urbaine, pendant une période de 5 ans pour les investissements de création et pour tout investissement additionnel ou extension Abattement de 100 pour cent sur les dividendes et autres produits de participation perçus par les entreprises Abattements et exonérations sur les plus-values et profits réalisés à l'occasion de retrait ou de cession d'éléments d'actif immobilisé Plafonnement de 50 millions de DH de la base de calcul de la valeur locative des investissements imposables

Source: Informations fournies par les autorités marocaines.

## Page 95, paragraphe 120

Afin de réduire les coûts de transport, le gouvernement a accordé divers allègements fiscaux, tels que l'exonération de la TVA, avec droit à déduction, sur les opérations de transport international et sur les prestations de services qui leur sont liées; l'exonération de la TVA à l'importation

<sup>33</sup> La "Vision 2010" fixe des objectifs chiffrés tels que: atteindre 10 millions de visiteurs en 2010; réaliser 80 000 chambres supplémentaires; assurer 30 à 40 milliards de DH d'investissements hôteliers; générer 80 milliards de DH de recettes annuelles en devises, et créer 600 000 nouveaux emplois.

<sup>34</sup> Un projet de loi relative à la restructuration et l'organisation de l'ONMT a été élaboré.

<sup>35</sup> Décret n° 2-01-186 du 5 mars 2002 modifiant et complétant le Décret n° 2-81-471 du 16 février 1982 instituant un classement des établissements touristiques, et Décret n° 2-02-640 du 9 octobre 2002 pris pour l'application de la Loi n° 61-00 portant statut des établissements touristiques.

d'autocars, de camions et des biens d'équipement nécessaires à l'exercice des activités de TIR; l'exonération de la TVA, avec bénéfice du droit à déduction, lors de l'acquisition d'autocars, de camions et des biens d'équipement y afférents; l'application du droit de douane minimum (2,5 pour cent) aux importations de remorques réservées au transport des produits de textiles et des vêtements destinés à l'exportation; la récupération par les entreprises de transport public routier de la TVA sur le gasoil qu'elles utilisent; et l'extension de la déduction de la TVA sur le gasoil aux entreprises assurant le transport routier des marchandises pour leur propre compte.

Page 101, paragraphe 149

Une place financière offshore, qui accueille des **banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations**, existe à Tanger. Seules les filiales et succursales de banques de notoriété internationale, avec un capital ou une dotation minimum de 500 000 dollars EU, peuvent s'y installer. Les banques offshore bénéficient de l'exonération des droits d'enregistrement et de timbre pour les actes de constitution, d'augmentation de capital et d'acquisition d'immeubles d'exploitation. Elles sont également exonérées de la TVA pour leur acquisition de biens d'équipement et fournitures nécessaires à l'exercice de leurs activités, et des droits et taxes à l'importation de matériel, mobilier et biens d'équipement nécessaires à leur exploitation. Sont en outre exempts de tout prélèvement, les dividendes distribués aux actionnaires, les intérêts servis sur les dépôts et placements de la clientèle, ainsi que ceux relatifs aux prêts consentis par les banques offshore. Les banques offshore bénéficient d'un assujettissement optionnel à l'impôt sur les sociétés (IS), durant les 15 premières années qui suivent la date d'obtention de l'agrément, au taux de 10 pour cent, ou à un impôt forfaitaire fixé à la contre-valeur en DH de 25 000 dollars EU, libératoire de tout autre impôt sur les bénéfices ou revenus; pour les sociétés holding offshore, l'impôt forfaitaire est fixé à la contre-valeur en DH de 500 dollars EU pendant les 15 premières années de leur installation; au-delà de cette période, elles sont soumises à l'IS selon le régime de droit commun.

**Indonésie – WT/TPR/S/117**

Page 37, paragraphe 48

Les incitations à l'investissement sont accessibles à tous les investisseurs, y compris les investisseurs étrangers. Il s'agit notamment d'allègements des droits de douane et de la TVA sur les intrants et biens d'équipement importés et d'incitations additionnelles pour les investissements à vocation exportatrice ainsi que pour les investissements dans certaines régions (est du pays). Des incitations spéciales, telles que des exemptions de l'impôt sur les bénéfices, de la TVA et de la taxe sur les produits de luxe, peuvent être approuvées par le BKPM cas par cas.<sup>36</sup> Les critères d'octroi des moratoires fiscaux, qui peuvent durer jusqu'à huit ans, pour les nouveaux investisseurs dans les industries dites "pionnières" telles que production de biens d'équipement, transport maritime et aérien et agro-industrie, ont été précisés en 1999<sup>37</sup>; la plupart de ces mesures ont été supprimées dans le cadre du programme convenu avec le FMI en janvier 2000.

---

<sup>36</sup> U.S. Embassy Jakarta (2001a).

<sup>37</sup> Décision présidentielle n° 7, Critères d'évaluation pour les allègements fiscaux dans certaines industries.

Pages 102-103, paragraphe 71

L'État a acquis des actions dans les banques privées recapitalisées, soit sept banques reprises par l'IBRA et sept banques résultant de la fusion de banques nationales (tableau IV.3).<sup>38</sup> En outre, les sept banques d'État ont aussi besoin d'une importante recapitalisation et d'une restructuration en profondeur; quatre d'entre elles (EXIM, BDN, BBD et Bapindo) ont été réunies pour former la Banque Mandiri en septembre 1998.<sup>39</sup> La proportion de banques détenues par l'État a considérablement augmenté et, à la fin de 2001, ces banques détenaient près de 85 pour cent des dépôts de tiers et trois quarts de l'actif bancaire. La privatisation des banques d'État a pris du retard. Initialement, la BCA et la Banque Niaga devaient être vendues en 2000 et la privatisation devait être achevée à la fin de 2001; en fait, à la fin de 2001 seuls 32,5 pour cent du capital de la BCA avaient été vendus (dont 10 pour cent au public).<sup>40</sup> Toutefois, en 2002, l'IBRA a vendu 51 pour cent (sur les 97,2 pour cent détenus par l'État) du capital de la Banque Niaga à une coentreprise, pour 5 600 milliards de rupiahs, et 40 pour cent (sur une participation totale de 70,3 pour cent) de la BCA. La Banque Bali a été réunie avec quatre banques en difficulté recapitalisées (Universal, Patriot, Prima Express et Artamedia) pour former la Banque Permata en septembre 2002. Au début de 2002, le gouvernement a présenté au Parlement un plan d'ensemble pour la privatisation des autres banques d'ici à 2004, y compris la vente des participations majoritaires de l'État dans les banques Lippo et Danamon et de la participation de 30 pour cent dans la Banque Mandiri en 2002.<sup>41</sup> D'après le dernier calendrier annoncé par le gouvernement en novembre 2002, il est prévu de vendre au moins 51 pour cent de la Banque Danamon au début de 2003 (en mars) sous forme d'un placement auprès d'un partenaire stratégique, et de vendre au public des participations (d'un montant non encore précisé) dans trois autres banques: Lippo, Mandiri et International Indonesia.<sup>42</sup>

Page 113, paragraphe 102

La Direction générale des communications terrestres (Ministère des communications et de l'information) est responsable du transport routier et ferroviaire. Le transport de marchandises dangereuses, de marchandises spéciales et d'équipements lourds est réglementé, notamment par des prescriptions techniques. L'Indonésie a officiellement ouvert des points de passage de la frontière pour les transports routiers avec la Malaisie, le Brunéi Darussalam et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2000. La réglementation régissant le franchissement des frontières s'applique tant aux marchandises qu'aux passagers et il y a des restrictions visant le cabotage. L'investissement public est interdit dans les services de transport public par taxi et par autocar. L'État subventionne le **voyage par chemin de fer et par autocar (en classe économique)**, mais il a l'intention de supprimer progressivement cette subvention.

---

<sup>38</sup> Sur les 13 banques reprises par l'IBRA, neuf ont été fusionnées avec la Banque Danamon en 2000 et la BCA, la Banque Niaga et la Banque Bali ont été recapitalisées.

<sup>39</sup> Les autres banques d'État (BNI, BTN et BRI) ont continué d'opérer avec un programme de recapitalisation et de restructuration. À la fin de 2001, les actifs des quatre banques d'État représentaient la moitié environ de l'actif bancaire total.

<sup>40</sup> La Banque Bukopin a été intégralement privatisée à la fin de 2001 car les actionnaires initiaux ont exercé leur option de rachat.

<sup>41</sup> Le Parlement a créé un comité spécial pour superviser chacune de ces opérations.

<sup>42</sup> Le dernier accord conclu par l'Indonésie avec le FMI prévoit la mise en vente de participations majoritaires dans la banque Danamon (la vente devant être achevée à la fin de 2002) et dans la banque Lippo avant le mois de juillet (la vente devant être achevée en décembre 2002). La vente d'une participation majoritaire dans la banque Niaga devait être achevée le 15 septembre 2002 (voir FMI, 2002d).

Page 115, paragraphe 110

Le **tourisme** international est une activité de plus en plus importante pour l'Indonésie, particulièrement à Bali où le tiers de l'économie dépend directement du tourisme. Au niveau national, l'Indonésie a reçu quelque 5,1 millions de visiteurs en 2001, et les recettes correspondantes ont représenté 9 pour cent du total des exportations (en valeur).<sup>43</sup> Toutefois, le tourisme a été très affecté par plusieurs événements récents, notamment les émeutes de 1998 et la crise du Timor oriental en 1999. Il a à nouveau été frappé par l'attentat du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui a eu des répercussions sur le tourisme mondial, et par l'attentat de Bali d'octobre 2002. Le taux d'occupation des hôtels situés dans les principales destinations touristiques a récemment diminué, pour s'établir aux alentours de 30 pour cent, alors qu'il était déjà peu élevé; à Bali, il est tombé de 60 à 10 pour cent après l'attentat. L'État a lancé plusieurs programmes de sauvetage (fin 2002), de redressement (première moitié de 2003) et de normalisation (deuxième moitié de 2003). Le programme de sauvetage comprenait des mécanismes spéciaux d'appui et un renforcement de la promotion à l'étranger. Les touristes ont recommencé à venir à Bali. La plupart des touristes étrangers, en particulier ceux qui se rendent à Bali, viennent du Japon, de l'Australie ou de Taiwan.

**Niger – WT/TPR/S/118**

Page 46, paragraphe 64-65

Les entreprises qui investissent dans une des activités couvertes par le Code des investissements ont droit à des avantages fiscaux et douaniers en phase d'investissement et pendant cinq ans en phase d'exploitation, selon le régime d'agrément A, B ou C dont elles bénéficient (tableau III.3). Les secteurs couverts par le Code sont les activités manufacturières de production ou de transformation des produits primaires de l'agriculture, l'élevage ou la pêche, la production pour l'exportation, les activités d'extraction ou de transformation de produits de carrière ou de substances minérales (dont l'accès est sujet, le cas échéant, aux Codes minier et pétrolier), le **transport aérien** ou la **construction d'hôtels ou de logements sociaux**. Peuvent également donner droit à des avantages spécifiques l'investissement dans **l'artisanat de production**<sup>44</sup>, **la production culturelle et artistique**<sup>45</sup>, **la construction d'hôtels, d'écoles et établissements de soins**<sup>46</sup>, et l'innovation technologique.<sup>47</sup>

---

<sup>43</sup> Banque mondiale (2002).

<sup>44</sup> Investissement entre 2 et 25 millions de francs CFA; exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), de l'impôt minimum fiscal (IMF), patente et contribution foncière.

<sup>45</sup> Exonération des droits et taxes y compris la TVA à l'exclusion de la taxe statistique sur les appareils de production cinématographique, et les matériaux de construction, outillage et équipements produits localement ou importés et consommables en une seule fois, en cas d'indisponibilité des produits locaux équivalents et concourant directement à la réalisation de l'investissement.

<sup>46</sup> Investissement minimum de 50 millions de francs CFA; exonération pendant la période d'installation des droits et taxes y compris la TVA à l'exclusion de la taxe statistique sur les matériaux, outillages et équipements produits localement ou importés en cas d'indisponibilité des produits locaux équivalents.

<sup>47</sup> Déduction fiscale des deux tiers des frais engagés pour l'acquisition ou la mise au point de l'innovation et du BIC de l'année fiscale au cours de laquelle l'innovation est introduite.

Les investissements agréés bénéficient de l'exonération des droits et taxes perçus à l'entrée pour le matériel et l'équipement nécessaire à établir une unité de production, sauf en cas de disponibilité locale. Les avantages consentis en période d'exploitation sont surtout de nature fiscale car les entreprises au Niger subissent une fiscalité lourde et dissuasive: la patente (12 pour cent), l'impôt minimum fiscal (1 pour cent), et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (45 pour cent). Les employeurs doivent également assumer des charges sociales de 15,4 pour cent de la masse salariale. Les avantages consentis augmentent selon l'apport d'investissements ou la création d'emplois pour les nigériens.

Page 54, paragraphe 95

Le Niger n'a pas notifié à l'OMC de ses divers programmes de subvention, mais en a l'intention selon les autorités nigériennes. Selon les informations disponibles au Secrétariat de l'OMC, ces programmes concernent notamment les avantages consentis sous le Code des Investissements (section 4) ii)), les régimes sectoriels (mines, pétrole, télécommunications), et la Convention entre l'État et la société Cominak qui exploite l'uranium.

**Sénégal – WT/TPR/S/119**

Pages 51-52, paragraphe 66 et 69

Les secteurs couverts par le Code sont: l'agriculture, la pêche, l'élevage et les activités connexes de transformation, stockage et conditionnement des produits d'origine végétale, animale ou halieutique; les activités manufacturières; la recherche, l'extraction ou la transformation de substances minérales; **le tourisme et autres activités hôtelières; l'industrie culturelle exercée par une PME**<sup>48</sup>; les services exercés par une PME dans la santé, l'éducation, le montage et la maintenance de matériel et équipements industriels; les travaux d'infrastructures portuaires; les aménagements et gestion des voies ferrées. Les autorités sénégalaises étudient actuellement une couverture sectorielle plus large du Code, notamment les télécommunications et les "nouvelles technologies", tels les centres d'appel, afin de donner accès aux investisseurs aux garanties et avantages du Code. (...)

Les entreprises agréées au Code des investissements ont droit à des avantages divers sous le régime commun et un ou plusieurs de quatre régimes privilégiés (tableau III.3). Les quatre régimes privilégiés correspondent aux quatre objectifs prioritaires du Code des investissements: la promotion des petites et moyennes entreprises (PME); la valorisation par la transformation au Sénégal des ressources locales; le développement de l'innovation technologique par la recherche ou l'utilisation des résultats de la recherche; l'implantation d'activités économiques dans les régions de l'intérieur.<sup>49</sup> Bien que le Sénégal n'ait pas notifié à l'OMC de mesure d'investissement liée au commerce, l'agrément de projets au régime privilégié de la valorisation des ressources locales par la transformation au Sénégal a comme condition que 65 pour cent (en valeur) des consommations intermédiaires soient d'origine sénégalaise ou que le coût des produits importés représente moins de 35 pour cent du coût total des produits obtenus après transformation au Sénégal. Les autorités sénégalaises précisent qu'il n'y a pas de liste exhaustive d'entreprises bénéficiant de ce statut.

---

<sup>48</sup> Définie sous l'article 17 du Code. Une PME investit entre 5 et 200 millions de francs CFA, crée au moins trois emplois pour des Sénégalais, et tient une compatibilité régulière.

<sup>49</sup> Zone A comprend l'agglomération de Dakar et ses environs; Zone B comprend le reste de la Région de Dakar et la Région de Thiès; Zone C comprend les Régions de Diourbel, Louga et Kaolack; et Zone D comprend les Régions de Fatick, Kolda, Tambacounda, Ziguinchor et Saint-Louis.

## Honduras – WT/TPR/S/120

### Page 24, paragraphe 31

La législation hondurienne accorde des incitations fiscales en faveur d'investissements destinés à certains projets **touristiques** (chapitre III 4) v)).

### Page 73-74, paragraphe 157-161

Comme cela a été décrit en détail à la section 3) iv), le Honduras maintient deux mécanismes d'incitations fiscales pour les exportations de marchandises. Par ailleurs, la Loi sur les incitations au tourisme (Décret n° 314-98 du 18 décembre 1998) et ses modifications proposent un éventail d'incitations fiscales qui visent à encourager la participation nationale et étrangère au développement du secteur touristique.

Les entreprises situées dans certaines régions présentant un intérêt touristique définies par l'Institut hondurien du tourisme, et dont l'activité est directement liée au tourisme, peuvent bénéficier des avantages accordés par la Loi sur les incitations au **tourisme** si elles offrent les services suivants: logement, par exemple hôtels, auberges et chambres dotées du système de jouissance à temps partagé; voyages touristiques sur le territoire hondurien; **transport aérien et aquatique des personnes; location de véhicules; services récréatifs** à l'exception des casinos, des clubs nocturnes ou privés, des discothèques, des centres de jeux, des salles de cinéma ou de télévision, des billards, des gymnases, des saunas ou similaires, des cafés proposant des services de connexion à Internet, et des centres éducatifs. Les centres de conventions, les ateliers d'artisans et les boutiques d'artisanat hondurien peuvent également obtenir les incitations prévues par la loi.

La Loi sur les incitations au tourisme exonère de l'impôt sur le revenu, pour une période de dix ans, les projets dits "nouveaux", c'est-à-dire les projets "qui ne constituent pas un agrandissement, une modification, un changement de propriétaire ou un autre remaniement du même ordre"<sup>50</sup>, mis en place par des personnes de nationalité hondurienne ou étrangère. En outre, les bénéficiaires de la loi ne sont pas redevables des impôts et autres taxes issus de l'importation des articles suivants: documents imprimés destinés à la promotion de projets touristiques ou à la promotion du Honduras en tant que destination touristique; véhicules automobiles neufs à usage exclusivement professionnel; aéronefs et navires neufs et usagés; biens et équipements neufs nécessaires à la construction et au démarrage des projets touristiques (avec quelques exceptions); biens et équipements de remplacement pendant une période de dix ans.

Les projets d'agrandissement, de modification ou de remplacement réalisés par des commerçants déjà établis dont les activités relèvent de la loi jouissent également des avantages susmentionnés, à l'exception de l'exonération du paiement de l'impôt sur le revenu. La loi dispose également que les personnes dont les activités ne sont pas directement liées au tourisme mais qui investissent dans des projets nouveaux ou des projets de modification ou d'agrandissement de centres de conventions ou d'hôtels, peuvent déduire, à des fins fiscales, jusqu'à 15 pour cent du revenu issu de leur investissement pour une période de dix ans.

Le Ministère du tourisme est l'entité chargée d'autoriser l'octroi des avantages établis par la Loi sur les incitations au tourisme. À cet effet, les personnes souhaitant se prévaloir de la loi doivent présenter au Ministère une demande décrivant de façon détaillée le projet qu'elles désirent mettre en place. Avant de prononcer la décision définitive autorisant les avantages, le Ministère du tourisme consulte d'autres organismes publics, notamment l'Institut hondurien du tourisme.

---

<sup>50</sup> Article 5 de la Loi sur les incitations au tourisme.



## Bulgarie -- WT/TPR/S/121

### Page 79, paragraphe 88

La Bulgarie a créé ses premières "zones de libre-échange" en 1987. La Loi douanière de 1998 les a transformées en "zones franches".<sup>51</sup> Il en existe actuellement six. Elles font officiellement partie du territoire douanier bulgare mais en sont séparées par des points de contrôle fixes. Les marchandises importées dans les zones franches ne sont pas assujetties aux droits d'importation ni à la TVA à moins qu'elles soient mises en vente en Bulgarie, et les marchandises d'origine bulgare peuvent être stockées dans les zones franches sans paiement de la TVA. Les marchandises qui sortent d'une zone franche peuvent être exportées ou réexportées de Bulgarie ou introduites sur une autre partie du territoire douanier bulgare. Le périmètre et les accès des zones franches sont contrôlés par les douanes. Les principales activités réalisées dans les zones franches sont les activités de **manutention et de stockage**, mais il arrive aussi que des marchandises soient admises en zone franche pour perfectionnement actif ou transformation sous douane, à titre temporaire, ou dans le cadre du régime d'importation ordinaire.

### Page 83, paragraphe 101-102

D'après les autorités, les aides d'État servent à compenser les coûts élevés de certaines activités économiques essentielles qui ont un important impact social, comme la **production d'énergie** et de **transport**, ainsi qu'à d'autres fins sociales, comme l'aide aux pauvres, l'aide aux agriculteurs de montagnes, la promotion de l'emploi et la protection de l'environnement.

En raison de la politique de rigueur budgétaire appliquée par le gouvernement, le montant des aides d'État a diminué en termes relatifs comme en termes absolus ces dernières années. En pourcentage du PIB, les aides publiques sont passées de 3,3 pour cent en 1999 à 0,7 pour cent en 2001. Les subventions directes sont elles passées de 2,5 pour cent du PIB en 1999 à 0,6 pour cent en 2002. Les secteurs qui ont le plus bénéficié de ces aides sont ceux des mines et des transports, et l'aide aux charbonnages (29,5 pour cent) et à la fourniture de services de transport (29,0 pour cent) en ont absorbé près de 60 pour cent du total en 2001.

## Guyana – WT/TPR/S/122

### Page 64, paragraphe 84

Le Guyana offre un certain nombre d'incitations, dont certaines sont appliquées indistinctement et sont subordonnées au respect de certains critères ou à l'exécution de certains investissements par un investisseur. Les incitations comprennent des avantages au titre des zones industrielles, de l'amortissement accéléré, du taux forfaitaire de l'impôt sur les sociétés, des primes à l'exportation, des pertes reportées, de la prime de construction et des primes de recherche et développement. Le Guyana offre également plusieurs programmes spécifiques. À cet égard, il y a des programmes d'incitations fiscales et tarifaires visant à promouvoir le commerce et l'investissement dans les secteurs du **tourisme**, de la pêche, des industries minières, de la sylviculture, des industries manufacturières et de l'agriculture (tableau III.10). Ces incitations sont accordées aussi bien aux entreprises locales qu'aux entreprises étrangères.

---

<sup>51</sup> Les principaux textes pertinents sont les Décrets n° 2242 de 1987 (Journal officiel n° 55/1987, modifié par le n° 153/1998), la Loi douanière de 1998, articles 166-179, et son règlement d'application, articles 620-653, la Loi sur la TVA, la Loi sur les droits d'accise et leurs règlements d'application.

Pages 112-113, paragraphe 157

Dans le discours de présentation du budget 2002, le gouvernement a annoncé des plans d'amélioration du secteur touristique grâce, entre autres, à l'abolition de la taxe de 10 pour cent sur les chambres, pour les installations touristiques considérées comme des centres de villégiature.<sup>52</sup> Le gouvernement du Guyana stimule l'augmentation du nombre de chambres d'hôtel et l'amélioration des établissements existants et des autres installations du secteur **touristique**. Pour favoriser cette croissance, le gouvernement a publié un ensemble de mesures d'incitation portant principalement sur l'importation en franchise et sur l'allègement de la taxe de consommation des pièces d'ameublement de base, des installations, de l'équipement, et des matériaux de construction. Pour bénéficier de l'exonération des droits de douane et de la taxe de consommation, le requérant doit présenter, entre autres choses, un profil de projet ou un plan d'entreprise et une évaluation de l'impact sur l'environnement. L'admission en franchise de droits sera limitée à 25 pour cent de la valeur de l'investissement, en cas de remise à neuf, et à 50 pour cent de la valeur de l'investissement, en cas de nouvelle installation ou d'agrandissement.

**Thaïlande – WT/TPR/S/123**

Pages 66-68, paragraphe 84

En août 2000, le Conseil des investissements a engagé diverses réformes des mécanismes d'incitation à l'investissement<sup>53</sup>: (...)

- Le Conseil des investissements a choisi cinq branches de production prioritaires: agro-alimentaire, automobile, confection, électronique et **services à forte valeur ajoutée**<sup>54</sup>; apparemment, les entreprises de ces branches ont droit à une exemption des droits d'importation sur certaines machines et à un moratoire d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans, quel que soit le lieu d'implantation.<sup>55</sup> (...)

Page 91, paragraphe 41

Le gouvernement a créé plusieurs institutions publiques pour faciliter l'assainissement du secteur financier. L'Agence de restructuration du secteur financier, qui relève du Ministère des finances, a été créée en 1997; sa mission était de déterminer la viabilité de 56 sociétés financières surendettées dont les activités avaient été suspendues et d'examiner leur plan de redressement. Ces sociétés (dont l'actif total était de 860 milliards de baht, soit 11 pour cent de l'actif total du secteur financier) ont été liquidées et leurs actifs ont été vendus aux enchères à la fin de 1999. La Société de gestion d'actifs, entreprise d'État créée en 1997, a racheté certains de ces actifs en tant qu'"enchérisseur de dernier recours"; à la fin de 2000, le montant total des actifs qu'elle détenait était de 25,8 milliards de baht. Le Fonds de développement des établissements financiers (FIDF), créé en 1985 pour venir au secours des établissements en difficulté, a joué un rôle essentiel en rachetant et en

---

<sup>52</sup> Ministère des finances (2002a), page 50.

<sup>53</sup> Avis du Conseil des investissements n° 1/2543 (1/2000).

<sup>54</sup> BOI Bulletin No.68/45, 10 avril 2002, "BOI Targets Five Industries For Proactive Marketing Campaign" [en ligne] ([http://www.boi.go.th/english/focus/boi\\_pr\\_target\\_industries02.html](http://www.boi.go.th/english/focus/boi_pr_target_industries02.html)).

<sup>55</sup> Ces avantages semblent aussi accordés à des entreprises ayant d'autres activités prioritaires: agriculture et produits agricoles, développement technologique et mise en valeur des ressources humaines, services et infrastructures d'utilité publique, protection de l'environnement et industries ciblées.

recapitalisant ou en restructurant les **banques** insolvables. En outre, il a offert une garantie totale aux titulaires de dépôts bancaires et de créances non subordonnées de tous les établissements financiers créés en Thaïlande depuis 1997. Le gouvernement a l'intention de créer une agence d'assurance des dépôts qui gérerait un système de garantie limitée des dépôts une fois que l'économie et le secteur financier auront retrouvé une certaine stabilité et une croissance durable. Le Ministère des finances examine actuellement le projet de loi portant création de cette agence.

Page 102, paragraphe 81

En avril 2001 ont été prises des mesures d'urgence pour la promotion du tourisme dans le but d'accroître les recettes annuelles de 50 millions de baht afin de stimuler l'économie. Ces mesures concernaient notamment la préservation des sites, la simplification des formalités d'entrée et la promotion. Un Comité pour le développement du tourisme, présidé par le Premier Ministre, a été créé en 2001 pour élaborer les plans et politiques concernant le tourisme. Les efforts de promotion de l'État visent à attirer des touristes pour des séjours de longue durée. La durée de séjour des visiteurs internationaux est de huit jours en moyenne. Le gouvernement est en train de réviser la Loi de 1935 sur l'hôtellerie et de mettre en place un système de classement des hôtels. Le Conseil des investissements offre des incitations fiscales et d'autres incitations à l'investissement pour la création **d'hôtels** de plus de 100 chambres et envisage d'accorder aux investisseurs étrangers des privilèges pour certains types d'hébergement, tels que les maisons de retraite.

**Chili – WT/TPR/S/124**

Page 61, paragraphe 149

Le Fonds pour la promotion et le développement des zones isolées, créé en 1980, a pour objectif de contribuer au développement de diverses provinces de l'extrême nord et de l'extrême sud du pays en apportant une aide aux PME qui investissent. Les aides ne sont accordées qu'aux producteurs de biens et services opérant dans les secteurs de la **construction**, des machines, des équipements, des aliments spéciaux pour animaux et de la pêche artisanale. Le montant annuel de chaque investissement ne doit pas dépasser 50 000 U.F., soit l'équivalent de 1,3 million de dollars EU. Les aides accordées à ce titre ne peuvent pas être cumulées avec d'autres avantages publics offerts pour les mêmes biens ou services. En vertu de la Loi n° 19.606 du 30 mars 1999, le Fonds apporte une contribution égale à 20 pour cent du montant de l'investissement ou du réinvestissement dans des projets exécutés jusqu'au 31 décembre 2007. Le montant total ainsi versé en 2002 a été de 1 422 millions de pesos chiliens, soit l'équivalent de 2,3 millions de dollars EU.

Page 93, paragraphe 121

En 1994, le gouvernement chilien a établi le Fonds pour le développement des télécommunications afin de promouvoir l'amélioration des services de télécommunication dans les zones rurales et les zones à faible revenu. L'objectif initial du Fonds était de fournir un service téléphonique public à quelque 6 000 localités non desservies, objectif rempli sur la période de cinq ans allant de 1995 à 1999. Une fois cet objectif atteint, le gouvernement a réorienté le Fonds en faveur des télécentres communautaires qui offrent divers types de **services de communication au public**, y compris **l'accès à Internet**. L'objectif de départ est de mettre en place des télécentres dans quelque 90 municipalités de plus de 8 000 habitants ruraux. D'ici à 2006, il devrait y avoir des télécentres dans l'ensemble des 341 municipalités. Le Fonds est administré par le Sous-Secrétaire aux télécommunications et financé par des contributions du budget public.

## Turquie – WT/TPR/S/125

### Pages 76-77, paragraphe 114

Globalement, le régime des incitations à l'investissement n'a guère changé; depuis 1993 il est axé plus sur des régions que sur des secteurs.<sup>56</sup> Le Programme destiné à remédier à l'insuffisance des investissements et/ou au défaut d'exploitation d'entreprise a été aboli le 30 juin 2001. Il existe deux grands programmes d'incitation à l'investissement: le Programme général d'encouragement à l'investissement (PGEI) et les Aides accordées aux investissements des PME. Le but de ces programmes est d'encourager et d'orienter les investissements de façon à réduire les déséquilibres régionaux et à promouvoir la création d'emplois et de l'utilisation de technologies à forte valeur ajoutée. Pour en bénéficier, les candidats doivent demander un certificat d'incitation à l'investissement, qui n'est pas transférable. En outre, si nécessaire, les autorités mettent en œuvre des programmes régionaux conçus pour répondre aux besoins spécifiques des régions sous-développées, pendant une durée déterminée.

### Pages 77-78 paragraphe 116

Les entreprises qui peuvent bénéficier des incitations à l'investissement du programme Aides aux PME sont celles qui opèrent dans l'industrie manufacturière, l'agro-industrie, le **tourisme, l'éducation et la santé**, les industries extractives et l'informatique (**logiciels**), n'ont pas plus de 250 salariés et dont l'actif total ne dépasse pas 600 milliards de livres turques. Les incitations sont les mêmes que celles du PGEI, sauf en ce qui concerne le plafond des crédits et le taux d'intérêt appliqués en fonction de l'implantation géographique du projet.<sup>57</sup>

### Page 127, paragraphe 98

Le BSRP a aussi pour but d'assainir la situation financière des banques à capitaux privés en appliquant des ratios de fonds propres correspondant aux normes internationales. En février 2002, la BRSA a annoncé un nouveau plan de recapitalisation des **banques**, après avoir fait faire un contrôle rigoureux à trois niveaux des principales banques à capitaux privés acceptant des dépôts.<sup>58</sup> Avant le contrôle, toutes les banques ont dû ajuster leurs états financiers pour tenir compte de l'inflation. La prochaine étape du plan pourrait nécessiter l'emploi de fonds publics, mais avec des mesures visant à inciter les actionnaires à apporter une contribution aussi grande que possible<sup>59</sup> et à encourager les

---

<sup>56</sup> Parallèlement au Programme général d'encouragement à l'investissement, il y a plusieurs systèmes d'incitations. Il s'agit entre autres des aides fournies aux exportateurs (réduction des droits de douane, financement, assurance, garantie et promotion des exportations et aide à la commercialisation) (section 3 v)), à l'agriculture (notamment subvention des intrants), au secteur de l'énergie (subventions pour la production de houille), au **transport maritime** (incitations fiscales) et au **tourisme** (notamment exemption de l'impôt sur les bénéfices). Voir le chapitre IV pour plus de précisions.

<sup>57</sup> Le plafond des crédits accordés aux PME est de 300 milliards de livres turques, le taux d'intérêt est de 10 pour cent dans les zones de développement prioritaires et de 15 pour cent dans les autres régions et la durée du prêt est de quatre ans. Les crédits pour fonds de roulement accordés aux PME sont plafonnés à 120 milliards de livres turques, avec un taux d'intérêt de 15 pour cent dans les régions prioritaires et de 25 pour cent dans les autres régions, la durée du prêt étant de deux ans. Dans le cas des crédits pour l'investissement, il y a un différé d'amortissement d'un an.

<sup>58</sup> L'audit a été achevé au milieu de juin 2002. Les deux premiers contrôles ont été faits par des grandes sociétés de commissaires aux comptes (l'une choisie par la banque elle-même et l'autre par la BRSA) et le troisième par la BRSA.

<sup>59</sup> Selon l'évaluation, trois banques avaient besoin d'être recapitalisées: le déficit de fonds propres de la Pamukbank a été estimé à 2 milliards de dollars EU en décembre 2001 et elle a été reprise par le SDIF; la

fusions avec d'autres banques. De plus, le plan vise à accélérer l'octroi de nouveaux crédits en exigeant qu'une partie des fonds publics apportés soit prêtée à des parties non liées.

Page 135, paragraphe 128

Des incitations fiscales spéciales sont offertes aux investisseurs turcs dans le sous-secteur des transports maritimes. Les salaires des gens de mer qui travaillent sur des navires immatriculés au Registre international turc sont exemptés de l'impôt sur les revenus et d'autres prélèvements, et les recettes tirées de l'exploitation et du transfert **de navires** immatriculés au Registre international sont exemptés de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et sur les bénéfices. Les bénéfices tirés d'activités non opérationnelles ne sont pas couverts par cette exemption. Les bénéfices comptables résultant de la vente de navires peuvent être déduits du prix d'achat de navires de remplacement du même type dans un délai de trois ans, après soustraction de l'amortissement réalisé.<sup>60</sup>

Page 137, paragraphe 138

Le réseau ferroviaire turc compte plus de 10 000 km de voies.<sup>61</sup> La part du transport ferroviaire a tendance à baisser et aujourd'hui elle n'est plus que de 4 pour cent pour le transport de marchandises et de 2 pour cent pour le transport de personnes. Les Chemins de fer de l'État turc (TCDD), entreprise d'État placée sous la tutelle du Ministère des transports, ont le monopole légal des services de transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises. Ils possèdent et exploitent l'ensemble du réseau **ferroviaire**, en association avec sept ports qui ont un accès ferroviaire (Haydarpasa, Mersin, Iskenderun, Derince, Izmir, Samsun et Bandirma). Il n'y a pas d'exploitants privés de services ferroviaires. Les TCDD sont libres de fixer leurs tarifs en fonction des forces du marché et de les majorer, avec le consentement oral du Ministère des transports. La construction de nouvelles infrastructures ferroviaires et de ports relève de la Direction générale de la construction des ports, voies ferrées et aéroports du Ministère des transports. En 2002, les TCDD ont reçu 266 800 milliards de livres turques de subventions pour les activités suivantes: entretien et réparation des voies, en vertu de la Loi n° 233 et des Statuts des TCDD, exploitation de lignes non rentables, en vertu du Décret n° 7-11254 du 23 janvier 1976, trains express et exploitation de **transbordeurs** sur le lac Van. En 2001, ils avaient reçu au total 197 800 milliards de livres turques de subventions (ce qui correspondait à 124 pour cent de leurs recettes d'exploitation et à 19 pour cent de leurs dépenses ferroviaires totales).

Page 139, paragraphe 144

L'État est toujours très actif dans l'industrie **touristique**. Il accorde des incitations à l'investissement conformément à la Loi sur les incitations au tourisme, construit des infrastructures et offre des services publics à vocation touristique, définit les zones à fort potentiel touristique, désigne des centres ou zones touristiques par décret, élabore et approuve les plans d'occupation des sols, assure le contrôle environnemental, fait la promotion touristique de la Turquie à l'étranger, réalise des études, recueille des statistiques et offre des formations professionnelles. Les administrations locales sont compétentes pour ces questions au niveau local. Par ailleurs, les personnes qui investissent dans

---

Sekerbank a été recapitalisée par ses actionnaires et la Vakiflar Bankasi a reçu un prêt subordonné de 213 300 milliards de livres turques du SDIF, sur décision de la BRSA.

<sup>60</sup> Loi n° 4490 du 16 décembre 1999 sur le Registre maritime turc international, article 12.

<sup>61</sup> Le plan 2001-2005 prévoit la pose de 185 km de voies nouvelles, la rénovation de 1 800 km de voies et l'achèvement des travaux de signalisation sur 180 km et de l'électrification sur 160 km (Sous-Secrétariat de l'Office national de planification, 2001).

le tourisme ont accès aux incitations accordées dans le cadre du programme général d'aides à l'investissement (chapitre III 2) iii) d)).

### **États-Unis – WT/TPR/S/126**

#### Page xiv, paragraphe 26

Les États-Unis étant un des premiers producteurs, exportateurs et importateurs mondiaux, leurs mesures de soutien interne, même si elles n'ont pas pour objectif de promouvoir l'exportation, peuvent avoir des effets notables sur le commerce international. L'aide aux producteurs nationaux peut prendre la forme d'exonérations d'impôt, d'apports financiers et de crédits. Depuis le dernier examen de la politique commerciale des États-Unis, les transports aériens et l'agriculture ont bénéficié de transferts financiers importants. Pour ce qui est du transport aérien, les compagnies des États-Unis ont reçu des aides publiques après les attentats du 11 septembre 2001. Dans le secteur agricole, la Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural a élargi le champ d'application des dispositions sur les crédits à la commercialisation et a introduit un mécanisme de soutien des revenus anticyclique qui, même s'il n'est pas lié à la production courante, accroît les subventions lorsque les prix des produits de base baissent et réciproquement. En conséquence, cette nouvelle loi pourrait contribuer à atténuer encore davantage les effets des signaux du marché sur les décisions en matière de production, et pourrait entraîner une forte augmentation des aides en cas de chute des cours. Les aides publiques versées en vertu de cette loi devraient atteindre en 2003 le niveau déjà très élevé enregistré en 2001; en 2002, les paiements avaient beaucoup diminué en raison de la hausse des cours des produits de base et il n'y a quasiment pas eu de versements d'urgence *ad hoc*.

#### Page 98, paragraphe 213

Sur les 50 programmes fédéraux notifiés, neuf concernent l'agriculture et cinq l'aérospatiale et l'aéronautique. Le secteur bénéficiant du plus grand nombre de programmes notifiés (14) est celui de **l'énergie**; la plupart des programmes en question visent à promouvoir les économies d'énergie, mais il y a aussi des mesures visant à encourager la mise en valeur des gisements nationaux de charbon, de pétrole et de gaz. Six programmes de subventions concernaient la pêche (primes pour l'achat de navires de pêche, aides à la recherche-développement sur la gestion des ressources halieutiques des États-Unis et conservation des ressources de la mer). Les États-Unis ont aussi notifié des aides à la filière bois, ainsi que cinq programmes de promotion de l'extraction et de la transformation de ressources minérales, notamment le minerai de fer. La notification donne aussi une description de la Loi de 1999 sur les garanties de prêts d'urgence en faveur du secteur de l'acier.

Page 161, paragraphe 127

Dans le cadre du Fonds d'équipement (CCF) et du Fonds de réserve pour la construction (CRF), les citoyens des États-Unis qui possèdent ou louent des navires peuvent obtenir des avantages fiscaux pour construire des navires répondant aux critères requis. Le CCF accorde des reports d'impôt aux **exploitants de navires** qui desservent le trafic entre les États-Unis et l'étranger, sur les Grands Lacs et sur les eaux intérieures non contiguës, ainsi qu'au secteur national de la pêche. Ces navires doivent être construits et immatriculés aux États-Unis. Le but du programme est de compenser les désavantages compétitifs subis par les exploitants de navires battant pavillon des États-Unis quant à la construction ou au remplacement de leurs navires par rapport aux exploitants étrangers dont les navires sont immatriculés dans des pays qui ne taxent pas les bénéfices du transport maritime.<sup>62</sup> Le CRF accorde des reports d'impôt aux exploitants de navires battant pavillon des États-Unis; les bénéficiaires peuvent reporter les gains tirés de la vente ou de la perte d'un navire, à condition de les utiliser pour agrandir ou moderniser la flotte marchande des États-Unis.

Pages 164-164, paragraphes 139-144

Afin d'aider le secteur américain de l'aviation après les attentats du 11 septembre, le Président des États-Unis a signé le 22 septembre 2001 une Loi sur la sécurité du transport aérien et la stabilisation du système (ATSSSA), qui a permis de mettre des fonds à la disposition des **transporteurs aériens** nationaux pour compenser les pertes subies à la suite des attentats.<sup>63</sup> Cette loi autorisait le versement d'indemnisations à hauteur de 5 milliards de dollars pour les pertes directes subies par les transporteurs aériens en raison de l'ordonnance fédérale d'immobilisation au sol rendue par le Secrétaire aux transports (ou de sa poursuite) et pour les pertes supplémentaires subies entre le 11 septembre et le 31 décembre 2001 comme conséquence directe des attentats. À la clôture du programme, le 31 décembre 2002, le Département des transports avait transféré au total un peu plus de 4,6 milliards de dollars à 426 transporteurs aériens américains.

Outre les subventions fédérales, la loi mettait à la disposition des compagnies aériennes des garanties de prêt fédérales à hauteur de 10 milliards de dollars.<sup>64</sup> Ces garanties devaient être accordées de façon discrétionnaire par le Conseil de stabilisation du transport aérien, créé à cette fin.<sup>65</sup> Les emprunteurs avaient jusqu'à juin 2002 pour présenter leurs demandes. Des garanties ont été accordées pour un montant d'environ 1,6 milliard de dollars; en octobre 2003, la seule demande en suspens était celle de United Airlines.

Deux programmes distincts ont été établis dans le cadre de l'ATSSSA pour aider les compagnies aériennes à faire face au coût accru de l'assurance après septembre 2001. Ils exigent deux transactions distinctes et peuvent être en vigueur pendant des périodes différentes. Dans le cadre du premier, intitulé Programme d'assurance de l'aviation, la FAA offre, entre autres choses, une indemnisation pour la responsabilité à l'égard des tiers résultant de risques de guerre touchant

---

<sup>62</sup> Renseignements de la MARAD disponibles à l'adresse suivante: <http://www.marad.dot.gov/TitleXI/crf.html>.

<sup>63</sup> Le texte de cette loi peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.treas.gov/offices/domestic-finance/atsb/hr2926.pdf>.

<sup>64</sup> Voir, par exemple, General Accounting Office (GAO) (2001).

<sup>65</sup> La réglementation relative au Programme de garanties de prêt en faveur des transporteurs aérien figure dans le Federal Register du 12 octobre 2001. Elle peut être consultée à l'adresse suivante: [http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=2001\\_register&docid=f:12ocr2.pdf](http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=2001_register&docid=f:12ocr2.pdf).

l'aviation au-delà de 50 millions de dollars par sinistre, à la suite de la suppression de cette couverture par les assureurs commerciaux.<sup>66</sup> Le montant total des versements n'est pas limité, mais le maximum par sinistre est égal à deux fois la limite que le transporteur avait assuré dans sa police de responsabilité résultant de risques de guerre avant le 11 septembre 2001. Depuis novembre 2002, les compagnies aériennes intérieures peuvent obtenir, en plus de la couverture étendue du risque de guerre à l'égard des tiers, une couverture étendue pour la responsabilité résultant de risques de guerre touchant les corps d'aéronef, les passagers, l'équipage et les biens.

Le second programme, également géré par la FAA, consiste, entre autres choses, à rembourser aux transporteurs aériens des États-Unis la hausse des primes d'assurance par rapport au montant facturé au début de septembre 2001. Les versements devaient être prélevés sur un fonds renouvelable établi à cette fin.<sup>67</sup> Environ 60 millions de dollars ont été versés pendant 30 jours immédiatement après le 11 septembre 2001 pour des dépenses supplémentaires afférentes aux primes pour risque de guerre. Selon les autorités, aucun autre versement n'a été fait et n'est prévu.

Avant septembre 2001, le soutien au secteur des transports aériens se limitait essentiellement à l'octroi de subventions fédérales pour la desserte des zones isolées. Les principaux programmes étaient le Programme de services aériens essentiels (EAS) du Département des transports (au titre duquel un montant d'environ 100 millions de dollars a été dépensé en 2002) et les subventions accordées au titre du Programme pilote de développement des services aériens aux petites collectivités (environ 20 millions de dollars), pour lequel des crédits ont figuré pour la première fois au budget de l'exercice 2002 (octobre 2001-septembre 2002). Une collectivité peut bénéficier de subventions au titre du programme EAS si elle est éloignée de plus de 112 kilomètres d'un aéroport central de moyenne ou grande taille et si le coût des services est inférieur à 200 dollars par passager.

Pour réduire leurs coûts après le 11 septembre 2001, les grandes compagnies aériennes se sont retirées des aéroports situés dans les villes petites et moyennes. Selon une étude récente de la Cour des comptes, les nouveaux avantages financiers accordés par les administrations locales depuis septembre 2001 ont été le moyen le plus efficace de faire revenir les services aériens dans les petites collectivités.<sup>68</sup> Ces avantages ont principalement pris la forme de subventions, de garanties de revenu et réductions des taxes d'aéroport.

#### Page 170, paragraphe 161

En vertu des dispositions de la Loi sur les communications de 1934 relatives au service universel, les opérateurs doivent offrir un accès aux **services de télécommunication** à des tarifs raisonnables et abordables dans l'ensemble du pays, y compris les zones rurales, insulaires et à coût élevé, et aux institutions publiques.<sup>69</sup> Pour financer ce service universel, les compagnies de télécommunications doivent payer au Fonds de service universel un pourcentage sur leurs recettes tirées des communications inter-États. Cette cotisation est revue tous les trimestres en fonction des besoins de financement des programmes de service universel. Au quatrième trimestre de 2003, elle était de 9,2 pour cent. En 2002, les besoins de financement du service universel ont représenté 5,9 milliards de dollars.

---

<sup>66</sup> Renseignements disponibles à l'adresse suivante: <http://insurance.faa.gov>.

<sup>67</sup> La législation sur ce sujet peut être consultée à l'adresse suivante: <http://apo.faa.gov/Insurance/49USC443.pdf>.

<sup>68</sup> General Accounting Office (2003a).

<sup>69</sup> On trouvera une explication du régime de service universel des États-Unis à l'adresse suivante: [http://www.fcc.gov/wcb/universal\\_service/welcome.html](http://www.fcc.gov/wcb/universal_service/welcome.html).



Page 181, paragraphe 199

Les entreprises parrainées par l'État (GSE) sont des sociétés privées établies par l'État et liées à lui par une charte, qui poursuivent des objectifs publics dans le **secteur financier**. Ces entreprises sont notamment les suivantes: Federal National Mortgage Association (Fannie Mae); Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac); Farm Credit System (Farmer Mac); Federal Agricultural Mortgage Corporation; Federal Home Loan Banks; et Student Loan Mortgage Association (Sallie Mae), dont la charte est en cours d'annulation sur instruction du Congrès. Les avantages accordés aux GSE varient selon leur charte, mais certains sont communs à toutes les GSE, par exemple l'exemption de toute imposition au niveau de leur État et au niveau local et la possibilité de disposer d'une ligne de crédit de substitution auprès du Trésor. En outre, les titres de créance des GSE peuvent servir de garantie pour les dépôts des administrations publiques, les placements illimités des banques et établissements d'épargne à charte fédérale et les achats effectués par la Réserve fédérale sur le marché public. Les titres émis par les GSE ne sont pas garantis par le gouvernement, mais ils sont considérés comme des titres d'État à certaines fins en vertu des lois sur les valeurs mobilières. Les obligations des GSE sont classées par les marchés financiers comme "obligations émises par des organismes fédéraux" et ont un rendement supérieur à celui des bons du Trésor, mais inférieur à celui des obligations des sociétés cotées AAA.<sup>70</sup> La Loi de 1992 sur la sécurité et la santé financières des entreprises fédérales de logement (Loi GSE, P.L. 102-550) a établi la structure réglementaire actuelle des sociétés Fannie Mae et Freddie Mac; les autres GSE relèvent d'une structure juridique différente.

**Gambie – WT/TPR/S/127**

Pages 19-20, paragraphe 17

Aux termes de la Loi sur la promotion de l'investissement, des aides spéciales sont offertes pour encourager l'investissement dans les **secteurs et activités "prioritaires" (tableau II.2)**. Outre qu'il faut investir dans ces secteurs, les autres critères d'admissibilité sont les suivants: l'investissement doit être organisé sous forme de société ou de partenariat de droit gambien; le minimum investi dans les immobilisations doit être de 100 000 dollars EU, ou l'équivalent en monnaie locale ou en toute autre monnaie librement convertible; et ces investissements doivent être effectués hors des zones franches. Tout investisseur satisfaisant aux critères d'admissibilité peut demander à l'Office gambien de promotion de l'investissement et des zones franches un certificat d'investissement spécial. Ces certificats sont valables cinq ans et sont renouvelables. Lors de l'examen d'une demande de certificat d'investissement spécial, l'Office est tenu de procéder à une évaluation du projet ou de l'entreprise qu'il est proposé de lancer pour voir s'ils contribuent à la réalisation des objectifs ci-après: a) la création d'une nouvelle source de recettes en devises ou d'épargne par le biais d'activités d'exportation, de remplacement des importations, ou de service; b) l'utilisation de matériaux, de fournisseurs ou de services locaux; c) la création de possibilités d'emploi en Gambie; d) l'introduction d'une technologie de pointe ou la mise à niveau de la technologie autochtone; e) la contribution à l'échelle locale ou régionale au développement socioéconomique équilibré; et f) tout autre objectif que l'Office peut considérer pertinent pour atteindre les buts énoncés dans la Loi sur la promotion de l'investissement. Un projet n'est pas tenu de satisfaire à tous ces critères. Aucun indicateur de référence ou indicateur objectif spécifique n'a été élaboré à ce jour pour évaluer les résultats d'un projet ou d'une entreprise au regard des objectifs visés, ce qui laisse à l'Office un certain pouvoir discrétionnaire dans l'attribution des aides à l'investissement.

---

<sup>70</sup> Congressional Budget Office (1985) et (2003b).

**Tableau II.2**  
**Secteurs et activités prioritaires aux termes de la Loi sur la promotion de l'investissement**

Secteur	Activités remplissant les conditions requises
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cultures: arachide, noix de cajou, sésame, coton, céréales</li> <li>- Élevage: bétail, volaille y compris transformation de la viande, tannerie, exportation d'animaux vivants</li> <li>- Floriculture et horticulture, transformation des produits agricoles</li> </ul>
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aquaculture: élevage de poissons et de crevettes</li> <li>- Pêche et transformation du poisson à l'échelle industrielle</li> </ul>
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tourisme vert: patrimoine national et autres</li> <li>- Tourisme à l'intérieur du pays: motels, camps de touristes, pêche sportive, croisières fluviales</li> <li>- Création d'hôtels 4 ou 5 étoiles</li> </ul>
Forêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de parcs forestiers privés/communautaires, plantations agro-forestières</li> </ul>
Secteur manufacturier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assemblage et emballage</li> <li>- Fonderie et forgeage</li> <li>- Petite industrie de production pharmaceutique et cosmétique</li> </ul>
Énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production et distribution d'électricité</li> <li>- Sources d'énergie renouvelable: solaire, éolienne, hydrique</li> </ul>
Développement des compétences	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation professionnelle: menuiserie, soudage, maçonnerie</li> <li>- Développement de compétences spécialisées: électronique, informatique, autres</li> </ul>
Autres services	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Services financiers</li> <li>- Services off-shore</li> <li>- Services sanitaires et vétérinaires</li> <li>- Transport fluvial et aérien</li> <li>- Technologie de l'information</li> </ul>
Exploration et exploitation des minerais	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploration pétrolière: voir la Loi et les règlements relatifs au pétrole</li> <li>- Extraction des pierres précieuses et autres: voir la Loi sur les ressources minérales.</li> </ul>
Communications	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transport (terrestre, maritime et aérien)</li> <li>- Matériel de communication.</li> </ul>

Source: Gouvernement gambien.

### Pages 22-232, paragraphes 23-25

En tant qu'administrateur des zones franches, l'Office gambien de promotion de l'investissement et des zones franches a élaboré des critères que tous les investisseurs (quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent) doivent respecter pour bénéficier des aides de la zone franche<sup>71</sup>:

- les investissements doivent se faire dans les **activités suivantes**: entreposage, rupture de charge, assemblage, stockage, triage par qualité, nettoyage, mélange, étiquetage, conditionnement et reconditionnement, transformation, fabrication, télécommunication, technologie de l'information, énergie, services financiers et off-shore, services sanitaires et vétérinaires ou services de transport;
- les transactions doivent être effectuées dans les monnaies spécifiées;
- les activités doivent considérablement ajouter de la valeur pour que les produits finis puissent obtenir le statut d'origine;
- les investissements doivent créer des emplois et former des ressortissants nationaux;

<sup>71</sup> Les critères ne sont pas spécifiés dans la Loi sur les zones franches elle-même. Veuillez consulter les renseignements en ligne disponibles à l'adresse suivante: [http://www.gipfza.gm/Free\\_Zones\\_/body\\_free\\_zones\\_.html](http://www.gipfza.gm/Free_Zones_/body_free_zones_.html)

- une part substantielle de la production (le critère actuellement utilisé par l'Office est de 70 pour cent) doit être exportée vers des marchés extérieurs, le reste pouvant être vendu sur le marché national et bénéficiant dans ce cas du traitement applicable aux importations;
- l'investissement doit contribuer de manière positive à la formation du capital national.

Les demandes d'implantation dans la zone franche sont présentées à l'Office gambien de promotion de l'investissement et des zones franches, lequel est tenu de prendre une décision dans un délai de 30 jours. Les licences sont accordées pour une période d'un an au moins, et de 30 ans au plus, et sont renouvelables. L'Office peut suspendre, modifier ou annuler une licence si le titulaire n'exerce aucune des activités autorisées dans un délai de six mois à compter de l'obtention de la licence, s'il cesse substantiellement et pour une période de temps raisonnable ses activités dans la zone, ou s'il contrevient aux dispositions de la Loi sur les zones franches ou ne respecte pas les conditions attachées à la licence. Les recours peuvent être présentés au ministre responsable du commerce.

Les aides à l'investissement prennent généralement la forme d'exemptions de droits de douane sur certains articles, d'exonérations de diverses taxes intérieures indirectes, d'exonérations fiscales temporaires et d'un programme spécial d'amortissement accéléré (chapitre III 4 i)). Les aides offertes aux investisseurs des zones franches revêtent la forme de concessions ou d'exemptions de taxes ou de droits (chapitre III 3 v)), et s'appliquent de manière égale aux trois catégories d'investisseurs.

#### Page 50, paragraphe 64

Parmi les critères dont doit tenir compte l'Office gambien de promotion de l'investissement et des zones franches pour accorder des incitations, il faut signaler: la capacité de l'entreprise de participer à la création de nouvelles recettes ou de nouvelles économies en matière de devises étrangères grâce à l'augmentation des exportations ou au remplacement d'importations, et l'importance de la teneur en éléments locaux (matières ou services) des biens qui seront produits ou des services qui seront fournis.

#### Pages 96-97, paragraphe 81

La population de 1,3 million d'habitants de la Gambie se partageait 33 300 lignes téléphoniques fixes en 2000, soit une densité téléphonique de 2,56 (tableau IV.13), qui était plus élevée que la moyenne africaine de 2,48, et bien supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 0,75.<sup>72</sup> Les services de téléphonie par ligne fixe sont fournis par GAMTEL, monopole d'État, avec une base de souscripteurs de 38 359 à fin 2002.<sup>73</sup> Le Secrétaire général du Ministère de la communication, de l'information et de la technologie et un représentant du Ministère des finances et des affaires économiques sont membres du conseil d'administration de GAMTEL. GAMTEL est également le moteur de l'entretien et de l'expansion du réseau téléphonique et du développement des câbles en fibre optique et de la technologie du téléphone sans fil. GAMTEL ne reçoit pas de fonds publics pour ses dépenses récurrentes. Les récents plans de dépenses d'investissement pour l'entretien et l'expansion du réseau téléphonique sont financés principalement par des fonds apportés par des donateurs et, dans une moindre mesure, par le financement de contrepartie du gouvernement et ses propres fonds. GAMTEL a commencé à mettre en œuvre un projet d'expansion portant sur la période

---

<sup>72</sup> UIT (2001).

<sup>73</sup> Plus exactement, la part du capital public dans GAMTEL est de 99 pour cent; tandis que la Compagnie nationale d'assurance de la Gambie y participe pour 1 pour cent.

de 2003 à 2007, et essentiellement financé par un don de 15 millions d'euros qui est destiné à accroître sensiblement le nombre de postes de téléphone fixes. GAMTEL verse actuellement une subvention annuelle de 3 millions de dalasis aux **services de la radio et de la télévision** de la Gambie.

## Sri Lanka – WT/TPR/S/128

### Pages 62-63

**Tableau III.10**  
**Incitations à l'exportation**

**a) Liste non exhaustive des incitations offertes aux exportateurs**

Bénéficiaires	Incitation	Objectif
Exportateurs directs et indirects de produits et services non traditionnels <sup>a</sup> (...)	Taux d'impôt sur les bénéfices ramené à 15 pour cent pendant 20 ans depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1995	Promouvoir l'exportation

a Les produits et services non traditionnels sont la **réparation navale, la rénovation de conteneurs de transport maritime** et la production d'ordinateurs et **de logiciels**.

**b) Incitations accordées aux sociétés de commerce d'exportation**

Chiffre d'affaires annuel (millions de dollars EU)	Abattement de l'impôt sur les bénéfices				Exemption de droits d'importation		Exemption du contrôle des changes
	Intégral	10 pour cent	15 pour cent	20 pour cent	Biens d'équipement	Matières premières	
5-10	s.o.	5 ans	Ensuite	s.o.	Oui	Oui	Oui
10-25	Taux de 5 pour cent pendant cinq ans	5 ans	Ensuite	s.o.	Oui	Oui	Oui
>25	Taux de zéro pour cent pendant cinq ans	5 ans	Ensuite	s.o.	Oui	Oui	Oui

Source: Gouvernement sri-lankais; et Office des investissements [en ligne] ([http://www.boisrilanka.org/web/investinc\\_common.php?conID=1](http://www.boisrilanka.org/web/investinc_common.php?conID=1)).

### Pages 58-59, paragraphe 103 (et tableaux AIII.3 et AIII.4)

Sri Lanka offre un large éventail d'avantages fiscaux, et notamment de moratoires d'impôt, principalement pour promouvoir l'investissement. En 2002 elle a notifié une liste d'incitations fiscales offertes aux entreprises tant nationales qu'étrangères qui investissent dans le pays.<sup>74</sup> Le budget 2002 proposait une rationalisation des incitations fiscales, mais pas leur suppression. Le gouvernement était résolu à ne pas accorder de nouvelles exemptions d'impôt en vertu du régime de l'Office des investissements ou de celui du Département de la fiscalité intérieure.<sup>75</sup> Dans le cadre du régime du Département de la fiscalité intérieure, des exemptions d'impôt sur les bénéfices sont généralement accordées pour cinq ans. Malgré cela, il y a toujours un grand nombre d'incitations fiscales qui

<sup>74</sup> Document de l'OMC G/SCM/N/74/LKA du 7 janvier 2002.

<sup>75</sup> Il y a deux régimes d'impôt direct: le régime ordinaire et le régime géré par l'Office des investissements. Toutefois, il semble que le gouvernement a entrepris de modifier la Loi sur l'Office des investissements afin de supprimer cette distinction.

semblent faire double emploi; certaines sont subordonnées aux résultats à l'exportation ou à l'investissement (**tableaux AIII.3 et AIII.4**). Ces incitations sont considérées comme des dérogations à la nouvelle politique, en vertu de laquelle un nombre "limité" d'incitations devraient rester en vigueur. Les incitations à conserver sont celles qui visent à promouvoir les exportations non traditionnelles (c'est-à-dire les exportations de produits autres que le thé, le caoutchouc et la noix de coco) et les activités comme l'informatique, l'électronique, l'outillage industriel et la transformation des produits alimentaires, ainsi que les investissements d'un montant supérieur à 500 millions de roupies dans certaines activités de services. Il y a en outre un moratoire d'impôt sur les bénéfices de cinq à dix ans pour les investissements dans la production, le transport et la distribution d'électricité et pour la construction de routes, de ports maritimes et d'aéroports, de voies ferrées et de **réseaux** de distribution d'eau. À l'expiration du moratoire, les entreprises concernées paieront l'impôt sur les bénéfices au taux de 15 pour cent.<sup>76</sup> Les recettes sacrifiées au titre de ces incitations fiscales n'ont pas été évaluées.

**Tableau AIII.3****Incitations à l'investissement dans le cadre du régime de l'Office des investissements (BOI), septembre 2003**

Catégorie	Critères à remplir			Incitations			
	Investis- sement minimal (dollars EU)	Niveau minimal des exportations exigé (% de la production)		Investissement minimal (dollars EU)	Niveau minimal des exportations exigé (% de la production)		Exemption du contrôle des changes
				10%, 15%, 20%	Biens d'équipement	Matières premières	
(...)							
Services orientés vers l'exportation	150 000	70	5 ans	10% 2 ans 15% par la suite 20% s.o.	Oui	Oui <sup>b</sup>	Oui
Projets d'infrastructure de petite envergure <sup>e</sup>	500 000	s.o.	5 ans	10% 2 ans 15% s.o. 20% par la suite	Oui <sup>d</sup>	Non	Comme le décide l'Office
Instituts de formation dans les technologies de l'information (au minimum 300 étudiants dans ces instituts)	s.o.	s.o.	3 ans	10% 2 ans 15% par la suite si l'entreprise est orientée vers l'exportation 20% par la suite si l'entreprise n'est pas orientée vers l'exportation	Oui	Non	Non
(...)							
Production, transport et distribution d'électricité	10 000 000	Aucun	6 ans	10% s.o. 15% par la suite 20% s.o.	Oui <sup>d</sup>	Non	Comme le décide l'Office

<sup>76</sup> FMI (2002c).

Catégorie	Critères à remplir			Incitations			Exemption du contrôle des changes
	Investissement minimal (dollars EU)	Niveau minimal des exportations exigé (% de la production)		Investissement minimal (dollars EU)	Niveau minimal des exportations exigé (% de la production)		
				10%, 15%, 20%	Biens d'équipement	Matières premières	
Mise en place de routes, de ports maritimes, d'aéroports, de services relatifs à l'eau	25 000 000	Aucun	8 ans	10% s.o. 15% par la suite 20% s.o.	Oui <sup>d</sup>	Non	Comme le décide l'Office

- a La période d'exonération fiscale temporaire débutera à compter de l'année au cours de laquelle la société commence à réaliser des bénéfices, ou au plus tard deux ans à compter de la date du début des activités commerciales ou de la production, si cette date intervient plus tôt, sauf en ce qui concerne les entreprises existantes qui agrandissent leurs installations ou en construisent de nouvelles.
- b Pour les matières premières utilisées pour fabriquer des produits d'exportation.
- d Pendant la durée d'établissement/de mise en œuvre du projet.
- e Production d'électricité, tourisme et/ou loisirs, magasinage et/ou entreposage frigorifique, collecte et/ou élimination des déchets, construction de logements (pas moins de 25 unités d'habitation réparties sur quatre sites au maximum), construction d'hôpitaux.
- f Si les exportations représentent moins de 70 pour cent seulement pendant la période de mise en œuvre du projet.
- g Les services rendus possibles par les technologies de l'information comprennent les centres d'appel ou points de contact, la transcription (entrée de données), les centres de données, les centres d'accueil, les projets liés à la gestion électronique, les projets connexes et toute autre activité connexe désignée par l'Office.

Source: Office des investissements de Sri Lanka [http://www.boisrilanka.org/web/investinc\_common.php?conID=1 [4 avril 2003] et *Advanced Technology Incentive Scheme* (Programme d'incitations concernant les technologies avancées) [en ligne]. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.gov.lk/imst/activities/advanced\\_technology/index.html](http://www.gov.lk/imst/activities/advanced_technology/index.html).

Tableau AIII.4

## Incitations à l'investissement dans le cadre de la Loi sur l'administration des contributions

Catégorie	Critères à remplir	Incitation: exonération de l'impôt sur les bénéfices
(...)		
Sociétés qui se consacrent:		
- (...)	La société doit avoir été constituée en personne morale à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2002; ou	Cinq ans (à compter de l'année au cours de laquelle la société commence à réaliser des bénéfices, ou au plus tard deux ans à compter de la date à laquelle la société commence ses activités, si cette date intervient plus tôt)
- à tout projet concernant la fourniture de services de transport frigorifique ou d'entreposage en chambres frigorifiques	société constituée en personne morale en qualité de nouvelle entreprise avant le 1 <sup>er</sup> avril 2002; ou	
-	société constituée en personne morale après le 1 <sup>er</sup> avril 2002 avec un investissement minimal de 2,5 millions de roupies; ou	
	société représentant un investissement de plus de 250 millions de roupies	
Sociétés qui se consacrent à des projets d'infrastructure:	La société doit avoir été constituée en personne morale à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2002 avec un investissement minimal de	La période d'exonération est de
- construction d'un aéroport, d'un port maritime, d'une route ou d'une voie ferrée;	1 000 millions de roupies	6 ans
- installation d'une zone industrielle	2 500 millions de roupies	8 ans
- construction d'un entrepôt ou d'un magasin	5 000 millions de roupies	10 ans
- fourniture de toute installation d'assainissement ou de système de gestion des déchets solides	7 000 millions de roupies	12 ans
- production, transport ou distribution d'électricité		(à compter de l'année au cours de laquelle la société commence à réaliser des bénéfices, ou au plus tard deux ans à compter de la date à laquelle la société commence ses activités, si cette date intervient plus tôt)
- mise en place de services relatifs à l'eau		
- construction de logements urbains et développement des centres villes		

Catégorie	Critères à remplir	Incitation: exonération de l'impôt sur les bénéfices
Équipements d'infrastructure de petite envergure: - production d'électricité - tourisme et loisirs - magasinage et entreposage frigorifique - collecte et élimination des déchets - construction de logements - construction d'hôpitaux  (...)	La société doit avoir été constituée en personne morale à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2002 avec un investissement minimal de 10 à 50 millions de roupies réalisé au cours de l'année suivant sa constitution	Cinq ans (à compter de l'année au cours de laquelle la société commence à réaliser des bénéfices, ou au plus tard deux ans à compter de la date à laquelle la société commence ses activités, si cette date intervient plus tôt)

Source: Gouvernement sri-lankais.

#### Pages 69-710, paragraphe 107

Le gouvernement a souligné dans sa stratégie d'industrialisation la nécessité d'appuyer les PME.<sup>77</sup> Une Unité de la politique des PME a été créée au Ministère du développement des entreprises, de la politique industrielle et de la promotion des investissements pour faciliter la création des PME et le développement de leurs activités. Des parcs industriels sont aménagés en zone rurale pour répondre aux besoins des PME. L'Office de développement des exportations administre des programmes spéciaux d'aide aux PME exportatrices. En vertu de la Loi sur la fiscalité intérieure, des incitations fiscales sont offertes pour les équipements d'infrastructure à petite échelle dans des domaines tels que la production d'électricité, **le tourisme et les loisirs, l'entreposage et la réfrigération et la construction de logements et d'hôpitaux.**

#### Page 70, paragraphe 110

Dans des situations exceptionnelles, l'État peut prendre des mesures de soutien. Par exemple, en 2001, des aides ont été accordées à l'industrie hôtelière et touristique pour compenser les pertes subies après l'attentat contre l'aéroport international. Les entreprises du secteur ont bénéficié d'un délai, du 1<sup>er</sup> août 2001 au 31 mars 2002, pour le paiement des intérêts et le remboursement du principal; ce délai pouvait être prolongé au cas par cas. Les autres mesures d'aide temporaire adoptées en 2001 ont été la suppression de l'impôt sur le chiffre d'affaires de 1 pour cent pour les banques et les établissements financiers, la suppression des droits d'importation sur des matières premières essentielles, la réduction du droit d'importation sur le ciment, à 15 pour cent pour le ciment en sacs et 10 pour cent pour le ciment en vrac, la baisse, à 6 pour cent, du taux d'intérêt sur les prêts en devises et la distribution de 1 milliard de roupies d'indemnités aux victimes de la sécheresse.<sup>78</sup>

#### Pages 124-125, paragraphe 115-116

**Les services de transport routier de passagers** sont fournis par des exploitants privés et par des sociétés de transport régional (RTC) appartenant à l'État et relevant de l'Office central des transports. Les RTC détiennent environ le tiers du marché des transports quotidiens par autocar. Ils

<sup>77</sup> Sont considérées comme petites entreprises celles dont l'actif fixe ne dépasse pas 20 millions de roupies et comme entreprises moyennes celles dont l'actif fixe est compris entre 20 millions et 50 millions de roupies.

<sup>78</sup> Ministère des finances (sans date).

sont mal gérés et ont des effectifs pléthoriques (plus de 40 000 salariés pour 5 000 véhicules exploités). Leurs pertes d'exploitation ont augmenté de 55 pour cent en 2001 mais ont diminué de 9 pour cent en 2002 (2,2 milliards de roupies). Les subventions versées par l'État aux RTC ont atteint 1,2 milliard de roupies en 2003.<sup>79</sup> Les exploitants privés de services d'autocar sont pénalisés par leur petite taille et par le fait que les tarifs sont fixés par l'État à un niveau insuffisant. Une nouvelle politique de tarification des transports privés et publics par autocar, adoptée en 2002, a remplacé les révisions discrétionnaires par un ajustement annuel fondé sur une formule tenant compte des coûts.<sup>80</sup> Toutefois, le gouvernement a ordonné aux RTC de ne pas appliquer la hausse des tarifs de 15 pour cent recommandée par la Commission nationale des transports (NTC), organisme de régulation des transports routiers, depuis juillet 2002. La réglementation des transports par autocar est toujours fragmentée, les compétences des conseils provinciaux et de la NTC se chevauchant (Loi n° 37 de 1991 sur la Commission nationale des transports).

Le gouvernement cherche à promouvoir des partenariats privé-public dans le cadre des RTC pour accroître leur productivité. En 2002, la Commission de la réforme des entreprises publiques (PERC) a invité des investisseurs à acquérir 39 pour cent du capital des RTC et à les gérer. Ces investisseurs sont censés apporter des fonds supplémentaires au moyen de crédits garantis par l'État, garder les salariés sans détérioration de leurs conditions de travail et offrir des services de transports publics sous la supervision l'État, en échange de subventions publiques.<sup>81</sup> Faute d'intérêt des investisseurs privés, cette cession a été différée. Six RTC auraient dû être vendues à un consortium privé en 2003. Toutefois, l'adjudication ayant été contestée devant les tribunaux, le Cabinet l'a annulée et la PERC a lancé un nouvel appel d'offres pour l'ensemble des 13 RTC.

Page 128, paragraphe 125

L'Office des investissements offre des incitations fiscales pour promouvoir le tourisme (chapitre III 3)). Le tourisme sur la côte est, interrompu en 1987 pour des motifs de sécurité, a repris en 2002. Le gouvernement a créé un mécanisme de crédits bonifiés jusqu'à hauteur de 50 millions de roupies pour faciliter la rénovation des hôtels du district de Trincomalee.

---

<sup>79</sup> L'État a versé en outre 225 millions de roupies pour subventionner le transport scolaire et 300 millions de roupies pour subventionner les services de transport non rentables en zone rurale.

<sup>80</sup> La formule se fonde sur la structure de coût suivante: carburant (27 pour cent), personnel (22 pour cent), réparations (12 pour cent), entretien, lubrifiants, pneumatiques et chambres à air (11 pour cent), amortissement (10 pour cent), frais financiers et risques (10 pour cent) et frais généraux (8 pour cent). Les tarifs peuvent être majorés en cours d'année en cas de hausse rapide du prix du gazole.

<sup>81</sup> La garantie de l'État est limitée à 30 pour cent de la participation prise par les investisseurs.